

**CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR**

**RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES
SUR LA GESTION DE LA COMMUNE D'ANTIBES**

(Département des Alpes-Maritimes)

A partir de l'exercice 2002

Rappel de procédure

La chambre a inscrit à son programme l'examen de la gestion de la commune d'Antibes, à partir de l'année 2002. Par lettre en date du 2 juillet 2008, le président de la chambre en a informé M. Jean Leonetti, député-maire. L'entretien de fin de contrôle a eu lieu le 27 mars 2009 entre M. Jean Leonetti et les rapporteurs.

Lors de sa séance du 6 mai 2009, la chambre a arrêté ses observations provisoires portant sur les années 2002 à 2007. Celles-ci ont été transmises dans leur intégralité au député-maire de la commune. Il a répondu à ces observations par lettre du 7 août 2009. Il n'a pas demandé à être entendu par la chambre.

Après avoir entendu les rapporteurs et pris connaissance des conclusions du procureur financier, la chambre a arrêté, le 12 novembre 2009, le présent rapport d'observations définitives.

Le rapport a été communiqué par courrier en date du 21 décembre 2009, à M. Jean Leonetti, député-maire.

La chambre n'a reçu aucune réponse dans le délai légal d'un mois.

Ce rapport devra être communiqué par le député-maire à son assemblée délibérante lors de la plus proche réunion suivant sa réception. Il fera l'objet d'une inscription à l'ordre du jour, sera joint à la convocation adressée à chacun de ses membres et donnera lieu à un débat.

Ce rapport sera, ensuite, communicable à toute personne qui en ferait la demande en application des dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

SYNTHESE

La situation financière de la commune d'Antibes demeure globalement satisfaisante même si l'accroissement plus rapide des dépenses que des recettes conduit à une diminution de son épargne sur la période la plus récente. La commune dispose toutefois d'une réelle marge de manœuvre, notamment fiscale (avec un coefficient de mobilisation du potentiel fiscal inférieur de 15 % à la moyenne nationale). Le risque potentiel induit par la renégociation des emprunts, initiée en début de période pour profiter de taux attractifs, a conduit la commune à mettre en place un suivi attentif de trois emprunts dits « structurés ».

Si la gestion des ressources humaines s'est traduite par une amélioration du taux d'encadrement, le taux de l'absentéisme est supérieur à celui de la moyenne nationale.

Dans le cadre de l'enquête Cour des comptes/chambres régionales des comptes relative à la sécurité publique, la chambre a examiné le service de la police municipale. Elle a constaté que la commune fait un effort significatif pour assurer la sécurité des personnes et des biens en se dotant de matériels adaptés à ses besoins et en développant la vidéoprotection avec des résultats satisfaisants. Quelques anomalies dans le décompte des heures supplémentaires travaillées par les agents ont cependant été relevées.

A la suite de nombreux et longs contentieux et de plusieurs années de procédures, la commune a remis en ordre la gestion de son domaine public balnéaire en accordant à des établissements de plage et de restauration des délégations de service public. Si les retombées financières directes sont faibles et les frais de gestion élevés, en revanche, les retombées indirectes en terme d'image et d'attractivité pour la commune sont importantes. Dans l'ensemble, les procédures ont été respectées par la commune. Toutefois, la durée des délégations de service public paraît excessive, et la concurrence peu effective, puisque la quasi-totalité des attributaires sont les précédents exploitants. La commune devra, par ailleurs, exercer pleinement les prérogatives de contrôle que lui confèrent les contrats de concession, notamment pour la vérification des chiffres d'affaires déclarés par les délégataires, sur lesquels est assise la partie variable des redevances, et des investissements que ces établissements ont l'obligation de réaliser sur la durée des concessions.

Antibes est une station balnéaire et touristique de la Côte d'Azur, qui bénéficie d'un surclassement démographique dans la strate des communes de 150.000 à 400.000 habitants. Deuxième ville du département, sa population permanente, qui croît régulièrement, a été estimée en 2007 à 75.000 habitants. En période estivale la population globale peut atteindre plus de 170.000 habitants.

La commune s'inscrit dans le tissu dense et urbanisé du littoral des Alpes-Maritimes, avec une importante façade maritime de 24 kilomètres. L'environnement économique, caractérisé par la présence de la technopole de Sophia-Antipolis, est un facteur favorable à son développement. Depuis 2002, Antibes est la ville centre de la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis qui regroupe 16 communes et 170.000 habitants.

L'activité économique de la commune est marquée par le poids essentiel du secteur tertiaire marchand (hôtellerie, restauration, services aux entreprises et aux particuliers, activités immobilières et nautiques), ainsi que par celui des entreprises de commerce. Le tourisme emploie 4 000 actifs, soit 15% du total des actifs de la commune. Cette dernière dispose d'une capacité d'hébergement importante, dont la moitié concerne des hébergements secondaires (34.807 résidences secondaires, comprenant des appartements, résidences de tourisme, campings, 4 ports de plaisance et 3.000 chambres d'hôtel).

Antibes, doit assurer un niveau d'équipements structurants correspondant à celui des villes moyennes tout en garantissant des prestations plus spécifiquement destinées à l'accueil de la population touristique. Elle dispose ainsi d'une grande diversité d'équipements : quatre ports de plaisance, un palais des congrès, dont la reconstruction fait actuellement l'objet d'une procédure de mise en concurrence, deux casinos, plusieurs musées dont le Musée Picasso entièrement rénové. Des manifestations culturelles ou commerciales de renommée parfois internationale accueillent tout au long de l'année un public nombreux : le festival international de jazz de Juan-les-Pins, le festival mondial de l'image sous-marine, le festival « Musiques au Cœur », le salon des antiquaires, le salon du nautisme.

Le présent contrôle s'inscrit notamment dans le cadre d'une enquête commune aux juridictions financières portant sur la sécurité publique, thème auquel l'essentiel du rapport est consacré. Outre cette enquête, en dehors de l'examen de la situation financière, seules ont été contrôlées de façon approfondie la gestion des ressources humaines et la gestion du domaine public balnéaire.

I. DU CONTROLE ANTERIEUR ET DE SES SUITES.

La chambre a prononcé ses précédentes observations définitives sur la gestion de la commune le 13 septembre 2003. Son contrôle avait porté sur la période 1993-2001. Durant cette période, la situation financière de la ville se caractérisait essentiellement par une croissance des dépenses plus forte que celle des recettes ; un autofinancement insuffisant pour assurer le remboursement de la dette ; des dépenses d'investissement assez modérées et des aides irrégulières à diverses sociétés d'économie mixte. La chambre avait relevé l'existence de quelques risques contentieux.

La chambre prend acte des mesures prises par la collectivité pour régulariser ses relations avec les sociétés d'économie mixte locales et pour résorber ses dossiers contentieux.

Sans reprendre le détail des diverses mesures prises, la chambre constate que ses observations définitives ont été utiles à la collectivité.

II. LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

La situation financière de la collectivité a été centrée sur le budget principal, les budgets annexes, dont le poids financier n'est pas important en comparaison du compte principal, n'ayant pas fait l'objet d'un examen spécifique.

Il a été tenu compte d'un certain nombre de facteurs d'évolution : le transfert en 2003 à la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA) de la compétence relative à l'élimination et à la valorisation des déchets ménagers ; le changement de mode de perception de l'amende liée à la non réalisation de logements sociaux ; l'existence de rôles supplémentaires de la taxe professionnelle à l'encontre de la compagnie générale des eaux (CGE) ; le changement d'imputation réglementaire des subventions d'investissement versées par la commune aux organismes publics et privés ; le transfert à la commune en 2002 des activités de la caisse des écoles ; le transfert des missions de sécurité incendie au service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

La chambre avait arrêté ses observations provisoires en arrêtant son analyse à la situation à la clôture de l'exercice 2007. Les constats qu'elle faisait alors, résumés ci-après, sont complétés ci-après des données de l'exercice 2008 telle que publiées par le ministère des finances sur son site internet.

Les recettes de la commune se caractérisent par son appartenance à une structure intercommunale et une pression fiscale modérée. L'évolution des recettes fiscales est positive avec une progression annuelle moyenne de 2 %, malgré le choix de la commune de conserver des taux de fiscalité directe inférieurs à ceux de la moyenne nationale. L'effort fiscal communal, mesuré par le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (CMPF) est ainsi inférieur à 1 et reste inférieur à celui de la moyenne nationale présentée par les collectivités de la même strate. La commune dispose donc d'une marge de manœuvre fiscale pour augmenter ses ressources en cas de besoin.

La dotation globale de fonctionnement (DGF) représentait 14 % des recettes en 2007. Les conséquences de la création de la CASA ne sont pas encore perceptibles sur la période examinée, en raison du versement de dotations de compensation. A terme cependant, du fait du développement de l'intercommunalité, les ressources de ce type tendront à baisser et des mesures compensatoires devront être prises. Déjà, la faiblesse des taux de fiscalité locale votés par la commune entraîne l'attribution d'une DGF plus faible que celles des collectivités comparables.

Durant la période examinée la commune a tiré profit de l'embellie des droits de mutations, recettes susceptibles d'évoluer aussi à la baisse.

Les charges de fonctionnement ont sensiblement progressé sur la période, notamment celles relatives au personnel (+ 13,3 %) et celles à caractère général (+ 12,2 %). Ces charges, rapportées à l'habitant, présentent, comme souvent dans la région, un écart sensible avec les références nationales.

Les dépenses de personnel augmentent de 3 à 4 % en moyenne par an. Les charges à caractère général représentent environ 20 % des dépenses de la commune. Elles restent

globalement stables et se situent dans la moyenne nationale. Les subventions sont contenues durant la période, voire diminuent en pourcentage des charges.

La chambre avait constaté dans ses observations provisoires qu'en dépit de cette évolution plus forte des dépenses que des recettes en 2007 (5,8 % contre 4,6 % de hausse respective), le résultat comptable était resté positif jusqu'en 2007. Elle constatait également une diminution de l'excédent brut de fonctionnement¹ sur les derniers exercices, permettant toutefois de dégager en 2007 des autofinancements brut² et net³ positifs.

La chambre avait constaté que sur la période, la ville avait sensiblement accru l'encours de sa dette (+ 26,8 %), avec une dette par habitant (1.840 € en 2007), supérieure à la moyenne de la strate, l'encours rapporté aux recettes réelles de fonctionnement augmentant au fil du temps (108,8 % en 2007).

Cet endettement croissant résulte de dépenses d'équipements qui représentent une masse financière significative sur les derniers exercices par rapport aux recettes réelles de fonctionnement. Un plan d'investissements est constitué principalement de la réalisation d'équipements lourds et structurants : la médiathèque, la rénovation du musée Picasso, les travaux de réseaux sous l'avenue Foch, la confortation des remparts, les centres multi-accueil (crèche et école maternelle), des rénovations d'école, des rénovations complètes d'avenues et de places.

Les données 2008 révèlent un accroissement de l'encours de dette, porté à 2004 € par habitant, et une diminution sensible de l'excédent brut de fonctionnement et de la capacité d'autofinancement, qui ne couvre plus le remboursement en capital de la dette (capacité d'autofinancement nette négative de 1M€).

La chambre avait constaté au vu des chiffres 2007 que la commune avait pu contenir le montant de son annuité (11 M€ en 2007) au terme de diverses renégociations conduites notamment depuis 2005, ce qui facilitait la couverture du remboursement des annuités en capital de la dette par l'autofinancement.

Pour alléger l'annuité de sa dette, au terme de renégociations, la commune a souscrit des emprunts dits « structurés », qui représentaient à la fin 2008, un encours de 92,4 M€ (soit 63,5 % d'un encours total de 145,54 M€, le reste étant composé à 35,7% d'emprunts à taux fixes et pour le solde d'emprunts classiques à taux variables, à peine plus risqués que les précédents car renégociables dans de bonnes conditions).

Ces produits structurés relèvent eux même de trois catégories. Une première partie concerne trois emprunts dont les taux sont basés sur l'EURIBOR⁴ ou le LIBOR⁵. Ils représentent un encours de 22,12 M€ (soit 15,2 % de l'encours total de dette). Une seconde partie concerne trois autres emprunts dont les taux sont basés sur l'évolution des cours de change ; leur encours s'établit à 49,7 M€ (soit 34,2 % de l'encours de dette). Enfin, une dernière partie concerne deux emprunts dont les taux sont basés sur divers indices

¹ Excédent brut de fonctionnement : (produits de gestion) – (charges de gestion). Donc avant remboursement des intérêts de la dette.

² Autofinancement brut : (EBF) – intérêts de la dette.

³ Autofinancement net : autofinancement brut – capital de la dette.

⁴ EURIBOR taux interbancaire offert en € .

⁵ LIBOR taux interbancaire offert à Londres

(EURIBOR, CMS), qui représentent un encours de 20,53 M€ (soit 14,1 % de l'encours total de la dette).

Seuls trois emprunts présentent un risque plus fort, (risque de taux doublant le taux initial) compte tenu de leur importance relative. Il s'agit d'un emprunt⁶ DEXIA (encours de 16,6 M€ fin 2008), et de deux emprunts Caisse Epargne et Prévoyance Côte d'Azur (encours respectif de 6,9 M€ et de 16,2 M€ fin 2008). L'évolution des taux de ces trois derniers emprunts pourrait augmenter fortement le montant de leurs intérêts annuels. La commune indique suivre attentivement l'évolution des indices de référence de ces emprunts, avec l'assistance d'un cabinet spécialisé, en vue de leur éventuelle renégociation au moment opportun, tout en privilégiant le recours à des taux fixes pour ses nouveaux emprunts.

La chambre, tout en constatant que jusqu'en 2007 la commune parvenait (à l'exception de 2006) à dégager un autofinancement net positif, avait par contre observé que la capacité de désendettement de la commune⁷, indifférente à tout étalement des annuités, était satisfaisante jusqu'en 2005 mais s'était alourdie à 17,3 années en 2007. L'évolution de ce ratio en 2008, porté à 32,9 années, confirme la difficulté de la commune à faire face à sa dette dans ces conditions de recettes et de charges de fonctionnement, difficulté également signalée par l'autofinancement net négatif.

Enfin la chambre observe que la plus grosse part des garanties d'emprunt accordées par la commune concerne des organismes de logement social. La compétence relative à l'équilibre social de l'habitat ayant été transférée à la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis, le volume des garanties accordées est en diminution. Le capital initial garanti correspondant à cet encours est de 80.708.784 € et l'encours restant au 1^{er} janvier 2008 s'élève à 56.519.078 €. L'annuité maximale en cas de mise en jeu groupée sur l'exercice le plus affecté serait de 5.752.288 € en 2009. Cependant, les risques sont improbables, en raison de la qualité des organismes bénéficiaires et des montants des annuités garanties.

III. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Un directeur des ressources humaines a été recruté en décembre 2007. Depuis lors, une nouvelle organisation, avec des outils de suivi et de gestion, a été mise en place. Cependant, le système informatique actuel ne permet pas encore d'assurer un suivi optimal des ressources humaines.

D'autre part, la commune n'a pas encore engagé de véritable gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences.

Les réorganisations structurelles mises en place entre 2001 et 2005 sont issues de deux études organisationnelles réalisées par un cabinet d'audit missionné par la collectivité. D'un point de vue quantitatif, selon la commune, l'effectif actuel est suffisant, pour l'accomplissement de ses missions. D'un point de vue qualitatif, dès 2000, le constat d'un

⁶ Ces trois emprunts représentent un capital restant dû de près de 90 M€ fin 2008, soit 70 % des ressources communales annuelles.

⁷ Capacité de désendettement = encours de dette/autofinancement brut, soit un ratio permettant de mesurer le temps nécessaire à une collectivité pour rembourser l'encours de sa dette, dans l'hypothèse où elle y consacrerait la totalité de son épargne brute.

sous-encadrement a amené la collectivité à renforcer de manière spécifique les postes de catégorie A et B.

Des actions de formation au management ont été menées et seront poursuivies afin de renforcer et de maintenir les compétences de l'encadrement au regard de la complexité grandissante de la gestion d'une collectivité locale.

L'analyse générale de la pyramide des âges, traduit une forte concentration des effectifs dans la fourchette des 40-45 ans (20%) ; un nombre assez élevé d'agents entre 35-40 ans (16%) ; et une répartition à peu près équilibrée (12/13%) sur les autres tranches d'âge. La pyramide des âges fait apparaître une ancienneté moyenne assez stable, hormis en 2003 en raison du transfert de certaines compétences à la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis.

La courbe d'évolution des catégories d'agents entre 2002 et 2007 traduit une augmentation de 40% du nombre d'agents de catégories A (104 à 144) ; une augmentation de plus de 10% du nombre d'agents de catégorie B (203 à 225) ; et une relative stabilité du nombre d'agents de la catégorie C (1610 à 1644). Alors qu'en 2002, il y avait 5,4 % d'agents de catégorie A, ce pourcentage est passé en 2007 à 7,2 %. Cette croissance indique l'effort fait en matière d'encadrement. En ce qui concerne les agents de catégorie B, la progression est moins sensible mais réelle, passant pour les mêmes exercices de 10,6 % à 11,2 %. Sur la période de contrôle, le nombre total d'agents a progressé de 4,6 %. Fin 2007, il y avait un agent pour 38 habitants. La filière technique dispose du plus grand nombre d'agents (832 agents). A noter qu'il existe un petit nombre d'agents à temps non complet (68). Ces emplois correspondent essentiellement à la direction de la jeunesse, à la direction de l'éducation (reprise d'une partie des missions de l'ex caisse des écoles) et au Conservatoire de musique.

Le volume financier global consacré à la formation reste faible (de l'ordre de 0,3 M€ annuels), puisque l'on considère qu'un minimum de 2 % du budget doit être consacré à ce poste de dépense pour assurer la pérennité de la qualité du service. Toutefois, le budget prévisionnel a augmenté de 53 % et la consommation de crédits de 19 %, signes d'une meilleure maîtrise du financement de la formation.

La collectivité n'a pas mené d'audit spécifique sur l'absentéisme. Par le biais de l'assurance sur les risques statutaires, elle dispose cependant de statistiques relatives aux accidents de service qui complètent les chiffres des bilans sociaux et permettent de la situer par rapport à la moyenne nationale comme on le voit dans le tableau ci-après. Le tableau ci-après détaille les données recueillies auprès de la collectivité.

Nombre de jours d'absence dans l'année et absentéisme (titulaires).

ABSENTEISME POUR :	2001	2003	2005	2007
maladie	26.728	27.078,5	28.743,5	27.831,5
Longue maladie	18.081	24.128	21.707	28.625
Accident du travail (dont accident de trajet)	4.916	3.940	3.757	4.632
Maladie professionnelle	96	255	275	279
Maternité, adoption	4.213	5.557	6.868	4.261
Syndicat et représentation	1.200	1.350	1.230	3.870
Autres (autorisations d'absence)	1.201	2.969,5	2.909,5	3.557
TOTAL des jours d'absence	56.435	65.278	65.490	73.055
Nombre de jours travaillés par agent	220	220	221	221
Effectifs ETP (arrondis) d'Antibes	1.953	2.036	2.018	2.007

Effectifs physiques	2.017	2.136	2.104	2.063
Nombre de jours travaillés théoriques	220	220	221	221
Taux d'absentéisme (nb j abs/effect *365)	8%	9 %	9 %	10 %
Absentéisme dans les coll loc (source Dexia Sofcap)	7 %	8 %	7,9 %	7,9 % (estimation)
Jours d'absence moyen par agent (nb j abs/effect etp)	28,90	32,06	32,45	36,4
Nb jours d'absence maladie seule / ETP	13,7	13,3	14,2	13,9
charges de personnel	NC	58.818.000	62.688.000	67.972.000
Coût budgétaire annuel moyen / agent	////	28.889 €	31.064 €	33.867 €
Perte approchée sur le total des absences (hors remboursement des assurances)	NC	926.181 €	1.008.04 €	1.226.206 €

Source bilans sociaux. Calcul de l'absentéisme selon la méthode présentée dans l'intranet commun des CRTC.

Il ressort de cette analyse chiffrée que l'absentéisme en 2007 était supérieur à la moyenne nationale (10% contre 7,9 %). Il correspond chaque année, toutes raisons d'absences confondues, à trois semaines par agent.

IV. LA SECURITE PUBLIQUE

Depuis 1980 les polices municipales ont triplé leurs effectifs et leurs missions se sont étoffées. La suppression en 2002 de la police dite « *de proximité* » et les demandes croissantes des citoyens en matière de sécurité ont accru le mouvement. Depuis 1990, le dispositif légal et réglementaire a évolué et clarifié le partage des tâches entre le niveau national (police et gendarmerie) et le niveau local ; le constat étant fait, qu'à cette occasion, l'Etat a transféré toujours plus de missions aux collectivités locales.

Ces évolutions ont amené la Cour et les Chambres régionales des comptes à examiner la gestion de la sécurité publique dans les communes.

Des annexes au présent rapport récapitulent certaines données relatives au thème d'enquête.

4- 1 – L'autorité de police.

4-1-1-Les dispositifs mis en œuvre.

La politique de sécurité de la commune s'articule autour de plusieurs axes qui concernent à la fois la prévention et la répression.

Premier axe : Le partenariat avec la police nationale et les services de l'Etat.

a) La signature d'une convention de coordination.

La commune, qui compte plus de cinq agents de police municipale, est tenue de signer une convention de coordination avec le représentant de l'État (articles L. 2212-6 et, le cas échéant, R. 2212-1 du C.G.C.T.). Les copies des conventions de coordination conclues, le 25 septembre 2000, puis le 20 octobre 2006, pour une durée de 5 ans, ont été produites. Cette

convention entre la police municipale et la police nationale prévoit des échanges périodiques d'informations et une évaluation annuelle des actions menées.⁸

b) L'organisation de réunions transversales avec les services de l'Etat pour faire face aux problèmes spécifiques et aux contraintes engendrées par une forte affluence touristique durant la période estivale.

En début de saison touristique est organisée en mairie, sous la présidence du député maire, du sous-préfet de l'arrondissement de Grasse, du procureur de la République, du commissaire divisionnaire d'Antibes et des services associés, une réunion préparatoire qui permet de définir les axes prioritaires de la politique de sécurité. En fin de saison touristique, une évaluation permet de mesurer leur efficacité, et de procéder au besoin aux modifications et aux réajustements appropriés.

c) Un partenariat étroit avec les services du Parquet pour la mise en place de peines de substitution.

Dans ce cadre, des peines alternatives (travaux d'intérêts généraux, etc) ont été décidées ou sont en cours de mise en place.

En ce qui concerne ce premier axe d'actions la commune a reconnu que : « *si, sur le plan formel il n'y a pas de rapports périodiques ou d'évaluations annuelles au sens des articles 13 et 14 de la convention, cette absence de formalisme est très largement compensée par les très nombreuses réunions de coordination organisées entre les services de la commune et ceux de l'Etat* ».

La Chambre observe que ces réunions, dont la périodicité est d'une fois par mois au commissariat de police pour un échange d'informations, et une fois par mois en mairie pour le constat des incivilités, n'ont pas le même objet que celui prévu par les articles 13 et 14 de la convention. D'autre part, si les réunions « sécurité » ont fait l'objet de comptes rendus en 2006 et 2007, en revanche, aucun compte rendu n'a été établi à la suite des réunions de juillet, août et septembre 2008.

La Chambre prend acte de l'intention de la commune de remédier à ces manquements.

Deuxième axe : Un fonctionnement par objectifs pour une meilleure efficacité.

Les missions sont recensées et classées par ordre de priorité. Un planning hebdomadaire d'interventions est établi. Des évaluations régulières relatives à la bonne adéquation des moyens engagés avec les objectifs recherchés, sont réalisées, et les actions réorientées si nécessaire sur d'autres objectifs. Ces derniers font l'objet chaque année de bilans d'activité.

⁸ Article 13 : « Un rapport périodique est établi, dans les conditions fixées d'un commun accord par le responsable des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la police municipale, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au Préfet et au maire. Copie en est transmise au Procureur de la République.

⁸ Article 14 : « La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion entre le préfet et le maire. Le procureur de la République est informé de cette réunion et y participe s'il le juge nécessaire. »

Troisième axe : une politique de prévention et de surveillance.

Cette politique se traduit par :

a) la mise en place d'un système de vidéoprotection sur l'ensemble du territoire pour prévenir l'insécurité sur la voie publique, assurer la surveillance régulière du trafic routier, la surveillance des lieux publics, la protection de certains édifices ou bâtiments publics, la prévention des inondations, assurer l'accueil des gens du voyage.

b) La mise en place et le développement de services : jeunesse, sport, culture, la création d'un service d'un Conseil local de la sécurité et de prévention de la délinquance et le recrutement, pendant l'été, d'agents de médiation des plages, afin de lutter contre les phénomènes d'incivilité et de prédélinquance.

c) La signature de chartes avec les représentants d'associations ou groupes sociaux-économiques de la commune visant à réduire les incivilités : une charte de « Bon Aloi » concernant la lutte contre les nuisances sonores ; une charte avec les commerçants, hôteliers, restaurateurs, plagistes de la commune visant à instaurer un code de bonne conduite relatif aux occupations du domaine public, à la réglementation des heures d'ouverture, à la fermeture des commerces, au dépôt des ordures ménagères, aux livraisons des marchandises, aux nuisances sonores, etc.

Le règlement intérieur du service de police municipale a été produit par la commune. Ce règlement a été présenté en comité technique paritaire le 5 novembre 1998 mais n'a pas été soumis à l'adoption du conseil municipal, ni mis à jour.

La Commune fait partie d'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance intercommunal (CLSPDI) (Antibes Juan les Pins – Vallauris Golfe Juan), qui n'est pas doté à ce jour d'un règlement intérieur. La délibération de création de cette structure a été produite.

4-1-2. Les missions exercées

Dans le cadre des mesures de surveillance (*plan « Vigipirate »*) et de sécurisation des accès aux établissements scolaires, les agents de la police municipale d'Antibes interviennent ponctuellement sur une dizaine d'établissements (publics et privés) en coordination avec le service des écoles qui assure, en partie ou en totalité, des missions de sécurisation des passages piétonniers devant ces établissements. De plus, la police municipale assure ponctuellement, en partenariat avec la police nationale, la sécurisation aux abords des collèges et lycées de la commune (surveillance de la voie publique, surveillance des entrées et des sorties, lutte contre les nuisances sonores et contrôle de l'application des dispositions du code de la route).

La mission de médiation dans les transports en commun n'est pas exercée par la police municipale. Elle est effectuée par les services de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Le plan "*Tranquillité Vacances*" est mis en œuvre par les services de la police nationale, chaque année, durant les mois de juillet et août. La police municipale collabore, à la demande de la police nationale, à la mise en œuvre de ce plan grâce à un échange quotidien d'informations et de signalements à la suite de ses propres contrôles.

Le service de la police municipale est doté d'une brigade nautique, composée de quatre agents et de deux bateaux. Ces quatre agents sont répartis en deux unités. Celles-ci sont sectorisées et doivent assurer chaque année, du 15 juin au 15 septembre, tous les jours, de 10 h à 19 h, la surveillance du littoral sur Juan-les-Pins et sur Antibes. Cette mission de surveillance des plages est menée conjointement, dans le cadre d'une convention de partenariat, avec le service départemental d'incendie et de secours (S.D.I.S.) dans le cadre de la mission générale de surveillance de la baignade.

Le service de la police municipale n'effectue pas de missions de contrôles des personnes lors des manifestations culturelles, sportives ou récréatives accueillant plus de 1.500 personnes⁹, sauf si ces agents sont réquisitionnés, pour assistance, par le service de la police nationale.

De même, le service de la police municipale n'effectue pas directement de missions de recherches de stupéfiants mais le maître-chien et son auxiliaire canin peuvent être réquisitionnés par les services de police et de gendarmerie.

Le service de la police municipale assure depuis l'année 2006, dans le cadre d'une convention de partenariat avec la Prévention Routière, des actions d'information et de prévention dans les écoles. Ces missions effectuées par trois agents du service, se sont déroulées sur une période de 7 mois, au cours de l'année 2008, pour un public estimé à environ 3.000 élèves dans la commune (écoles communales - ADAPEI etc.). De plus, des opérations de prévention sont ponctuellement réalisées en partenariat avec divers services communaux et préfectoraux (exemple, une journée de la sécurité routière incluant la présence d'un crash test et de divers stands de préventions aux risques d'accidents). Au surplus, des opérations relatives à la prévention routière : réglage des phares, ou « capitaines de soirée » sont régulièrement effectuées par le service.

Les agents de la police municipale interviennent tous les jours sur la voie publique, de 5 H 30 à 2 H du matin. En période estivale et dans le cadre de la mise en place d'une unité de lutte contre les nuisances sonores, ces horaires peuvent être prolongés jusqu'à 4 h 30 du matin. Les effectifs de la police municipale peuvent être employés sur la voie publique 24h/24 en cas d'évènements majeurs (inondation, violence urbaine, ou de manifestations organisées par la commune), sur réquisition de l'autorité territoriale, préfectorale ou judiciaire en dehors des horaires précités. Le service vidéo surveillance est en activité 24h/24. A partir de 2 heures du matin et en dehors des cas précités, seuls les services de la police nationale assurent une présence sur la voie publique.

Des arrêtés spécifiques, restreignant la liberté de circulation, ont été pris par l'autorité municipale pour réglementer la consommation de boissons alcoolisées sur le domaine public en période estivale ; réglementer la circulation des mineurs à Juan les Pins pendant la période estivale 2008 ; interdire la mendicité agressive ; réglementer la fermeture tardive des débits de boissons ; réglementer les horaires de fermetures des établissements pratiquant la vente de boissons et de restauration à emporter ; prévenir et protéger les personnes contre les animaux dangereux ; réglementer l'exercice des professions et industries ambulantes.

La police municipale a pour mission principale la surveillance du stationnement gênant et/ou dangereux. Le contrôle du stationnement payant est plus particulièrement assuré par un autre service municipal dépendant d'une autre direction administrative.

⁹ Application de la loi du 18 mars 2003

En matière de contrôles routiers, la police municipale tient à jour des tableaux statistiques pour mesurer l'impact de ses actions de prévention. Ces éléments statistiques font apparaître une tendance à la baisse des infractions au code de la route.

Le service de la police municipale n'assure pas de vacation en matière de police des funérailles et des lieux de sépulture¹⁰.

Il ne dispose pas d'un site Internet dédié.

Enfin, la commune n'a jamais eu recours aux dispositions des articles L.2212-9, L.2212-10 et R. 2212-11 à R. 2212-14 du C.G.C.T. qui permettent ponctuellement l'utilisation commune, entre collectivités, de moyens et d'effectifs.

4-2. Les services de la police municipale.

4-2-1. Les moyens humains.

L'évolution des effectifs théoriques, par grade, est en légère baisse sur la période de contrôle. En effet, au 1^{er} janvier 2008, l'effectif théorique se composait de 81 agents en tenue et de 9 personnels civils administratifs soit un total de 90 personnes, contre un total de 95 en 2005.

Selon la commune, *« cette diminution conjoncturelle est liée d'une part, aux inévitables mouvements statutaires des personnels en tenue (demandes de mutation et demandes de détachement) et d'autre part, aux difficultés rencontrées par la collectivité, en début d'exercice, pour pouvoir procéder rapidement aux remplacements de ces agents. En effet, il faut constater que cette filière reste soumise à une forte concurrence au niveau de l'offre de poste à pourvoir puisque de nombreuses collectivités se sont fixées pour objectif de renforcer les effectifs de leur Police Municipale. Les candidats externes disposant d'une expérience professionnelle dans ce domaine et qui ont par ailleurs déjà accompli leurs obligations de formation sont, par voie de conséquence, beaucoup plus exigeants avec les collectivités qui souhaitent les recruter et n'hésitent pas à refuser, plus facilement, une offre d'emploi. Néanmoins, au cours de l'année 2008, la collectivité a pu procéder à un certain nombre de recrutements externes sur liste d'aptitude et quelques recrutements par voie de mutation. Ces nouveaux entrants devraient permettre de retrouver le niveau des années précédentes et de stabiliser ces effectifs à 95 agents (86 agents en tenue et 9 agents administratifs) en fin d'année 2008. (...) »*

La commune a précisé qu'en prenant en compte les absences pour raisons de congés, de détachement, de maladie ou de longue maladie ou d'accident de travail, l'effectif moyen réel en tenue disponible sur le terrain était au 1^{er} janvier 2008 de 67 agents (soit $81 - 67 = 14$ agents en moins en tenue).

Par ailleurs, chaque année, afin de renforcer le dispositif de sécurité estivale, la collectivité procède au recrutement d'auxiliaires de police municipale (A.T.P.M). Ces agents temporaires (étudiants ou étudiantes) sont recrutés pour une période de trois mois maximums du 15 juin au 15 septembre. En été 2006, il avait été recruté 29 policiers auxiliaires, 28 en 2007 et 24 en 2008.

¹⁰ Articles L. 2213-7 à L. 2213-15 et R. 2213-1-1 à R. 2213-57 du C.G.C.T.

Enfin, le 28 janvier 2007 la ville a signé un marché avec un prestataire privé (marché de prestations de services à bons de commande) relatif au gardiennage de certaines manifestations et ponctuellement de certains équipements publics (Musée Picasso, Stades).

La ville a dépensé 71 514 € sur l'année 2007 (32 660 €, soit 45 % du total, concerne le gardiennage des fêtes de fin d'année) et 71 752 € sur l'année 2008 (31 004 €, soit 43 % du total, concerne les fêtes de fin d'année). Ces dépenses ne concernent pas les manifestations organisées en juillet et août, ce qui explique sans doute l'importance des heures supplémentaires effectuées par les agents de la police municipale durant cette période.

A noter également que les services de la police nationale (environ 120 agents seraient présents sur le secteur d'Antibes-Vallauris), reçoivent des renforts en période estivale. Ainsi, en 2007, ces services devaient recevoir l'appui de 23 policiers supplémentaires et d'une demi-compagnie de CRS (*Source commune : compte rendu de la réunion préparatoire de sécurité estivale tenue le 6 juin 2007*)

4. 2. 2. Les horaires de service

Les horaires du personnel de la police municipale sont répartis sur des plages relativement larges qui peuvent aller dans une journée, et suivant les postes, de 6 heures à 22 heures.

4. 2. 3 Organisation du rythme de travail des agents de la police municipale :

En matière de temps de travail, en l'absence de texte normatif adapté à la spécificité de leur fonction, les policiers municipaux suivent le régime statutaire de droit commun applicable à tous les agents de la fonction publique territoriale.

3-1 Rappel de la réglementation applicable

Les règles de durée et d'organisation du temps de travail dans la fonction publique territoriale sont rappelées en annexe.

3-2 Organisation des rythmes de travail

Par délibération du 24 novembre 2000, le conseil municipal a adopté un projet de protocole d'accord sur l'ARTT, après avis favorable du comité technique paritaire. Elle précise que la commune entend anticiper cette réforme applicable au 1^{er} janvier 2002. Le protocole d'accord a été signé par le maire le 21 décembre 2000. La durée annuelle de travail effectif y est fixée, pour l'ensemble des agents de la collectivité à 1540 heures. Cette délibération n'a fait l'objet d'aucune observation du contrôle de légalité.

S'agissant des horaires de travail des agents, le protocole d'accord prévoit que pour chaque agent, la durée maximale hebdomadaire de travail est de 48 heures, la durée maximale quotidienne de 10 heures, l'amplitude maximale de la journée de travail de 12 heures, le temps de repos minimum consécutif quotidien de 11 heures, le temps de repos minimum consécutif hebdomadaire incluant en principe le dimanche en fonction des obligations de service et des cycles de travail de 35 heures. La durée hebdomadaire moyenne de travail sur une période de 12 semaines consécutives ne peut dépasser 44 heures. Les horaires du

dimanche et les horaires de nuit (heures travaillées entre 21 heures et 6 heures) donnent lieu au versement d'une majoration.

Le rythme de travail des agents pour les brigades de jour et des flotiers est le suivant :

- du lundi au samedi avec repos le dimanche,
- 1 jour de repos dans la semaine,
- 1 week-end de repos sur 2 week-ends,
- 5 jours par semaine,
- 35 h par semaine
- et 7 h par jour.

Le travail des dimanches et jours fériés est effectué en heures supplémentaires (conformément aux dispositions approuvées le 5 juillet 2004 en comité technique paritaire). Les agents disposent de 25 jours de congés annuels, auxquels il faut ajouter 3 jours de congés exceptionnels et 3 jours de congés supplémentaires.

Une note explicative du protocole ARTT élaborée par la direction des ressources humaines de la ville d'Antibes en 2009 précise que, dans le cadre de la réforme, les communes qui (comme Antibes) ont adopté un régime plus favorable avant la date de la publication de la loi du 3 janvier 2001 peuvent le maintenir à condition que le conseil municipal en décide ainsi, après avis du CTP et sous réserve que les prescriptions minimales sur les conditions de travail soient respectées. Cette note précise que le conseil municipal peut réduire la durée du travail en deçà des 1600 heures pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions.

A propos de cette organisation du temps de travail, la chambre fait plusieurs constats.

1) La mairie d'Antibes a signé un accord cadre - bénéficiant à tous ses agents- avant la parution d'une loi plus contraignante pour les collectivités territoriales.

Lors de la réunion relative à la mise en place de l'ARTT du 10 juillet 2000, le Directeur général des services a relevé tout l'intérêt pour la ville de proposer à l'assemblée délibérante un accord cadre avant la parution d'une loi devant s'imposer aux collectivités. La loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 prévoit en effet que *« Les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi peuvent être maintenus en application par décision expresse de l'organe délibérant de la collectivité après avis du comité technique paritaire, sauf s'ils comportent des dispositions contraires aux garanties minimales applicables en matière de durée et d'aménagement du temps de travail »*.

Or, la chambre observe que le conseil municipal n'a pas pris de décision expresse pour maintenir le régime de 1540 heures annuelles prévu par l'accord cadre, au lieu du seuil des 1600 heures annuelles légales.

2) La ville a maintenu l'ancien régime des congés accordé par sa note de service du 28 novembre 1983. Cette note avait été rédigée à la suite des nouvelles dispositions applicables aux agents communaux (circulaire ministérielle n° 82-70 du 9 avril 1982). Elle accordait :
- 3 jours ouvrés supplémentaires de congés en sus du congé légal *« afin de ne pas léser le personnel municipal auquel j'avais octroyé depuis l'année 1972 une 5^{ème} semaine supplémentaire de congé et pour lui montrer mon attachement »*

- 3 jours ouvrés de congé exceptionnel pour une année de service pleine sont également octroyés *« En raison de la réduction des horaires par application de l'horaire d'été, 3 mois sur 12 »*.

Cet avantage acquis en nombre de jours de congés supplémentaires n'a pas été remis en cause par le conseil municipal.

3) A la suite de l'accord ARTT, en 2008, la ville a même accordé 2 jours de congés supplémentaires aux agents pour des «journées calendaires».

Une note du 16 janvier 2008, signée du directeur des ressources humaines, explique ces «journées calendaires» dans les termes suivants : *« Selon les bases du protocole d'accord ARTT, le nombre de jours de travail retenus dans l'année est de 220 jours (220 x 7 heures = 1540 heures). L'année 2008 compte 366 jours par an. Si on soustrait (104 jours de repos hebdomadaire + 31 jours de congés annuels + 9 jours fériés), le nombre de jours retenus dans l'année est de 222 jours. Les jours calendaires 2008 s'élèvent donc à 2 jours (222 – 220). De plus la loi du 30 juin 2004 instituant « une journée de solidarité », le nombre d'heures travaillées par an est porté à 1540 + 7 = 1547 heures »*.

Aucune délibération du conseil municipal n'a revu les décomptes de durée annuelle de travail effectif après la parution du décret.

Ainsi, la chambre observe que le temps de travail de 1607 heures annuelles n'est pas atteint, puisque chaque agent est assujéti à 1540 heures soit 60 heures de moins que le niveau fixé par la loi, ce qui représente environ 8 jours de travail par agent.

4. 2. 4 Les heures supplémentaires (HS) de la police municipale.

4-1 Les difficultés rencontrées pour mesurer le volume des heures supplémentaires

Interrogée sur le nombre d'heures supplémentaires effectuées par la police municipale dans une année, la ville a tout d'abord donné une première série de chiffres tels que 212.842 € réglés pour heures supplémentaires, soit plus de 14.800 heures en 2007.

1) Mais ces chiffres diffèrent de ceux présentés dans les bilans sociaux.

Les bilans sociaux 2005 et 2007 de la commune indiquent en effet respectivement 10 557 et 13 114 heures supplémentaires réalisées et rémunérées pour la police municipale.

Invitée à justifier les écarts constatés, soit 961,75 heures supplémentaires (exercice 2005) et 1 708,81 heures supplémentaires (exercice 2007), la ville a répondu que : *« Les bilans sociaux 2005 et 2007 reprenaient les valeurs d'heures supplémentaires archivées par le système informatique. Les valeurs indiquées reprenaient les mêmes valeurs mais y ajoutaient certaines régularisations automatiques exécutées par le système et liées à l'introduction d'une défiscalisation des travaux supplémentaires à la fin de l'exercice 2007 et reportées sur l'exercice 2008.*

La difficulté d'obtenir une mesure exacte du volume des travaux supplémentaires rémunérés par l'attribution d'indemnités horaires en employant les ressources d'interrogations de la base de données intégrée au système à conduit les services à effectuer un pointage manuel des états de paiement afférents aux exercices considérés.

Les valeurs obtenues sont de 10 549 heures supplémentaires pour l'exercice 2005 (soit une différence de 8 heures) et 13 345 heures pour 2007 (soit une différence de 231 heures).

Les limites actuelles du système informatique sont connues et n'ont pu être contournées malgré des efforts constants d'amélioration du paramétrage. L'abandon du produit et son remplacement par un nouveau système ont été décidés et le processus de sélection d'un nouveau produit est actuellement en cours. »

2) De nouvelles rectifications de la ville.

Par ailleurs, invitée à expliquer, sur les années 2006/2007, la faible évolution en montant financier au regard de la forte évolution en nombre d'heures, la commune a répondu que : « Après vérification, par le service des Ressources Humaines, il a été signalé une erreur « d'extraction », lors de la première transmission, sur les données financières des heures cumulées. En conséquence, le montant des indemnités pour les heures supplémentaires versées en 2006 et 2007 s'établit comme suit :

	2006	2007	Evolution
Montant total des heures payées	232 839,95€	245 803,16€	12 963,21 €

Source D.R.H.Antibes

Ainsi, la chambre observe qu'après avoir rectifié les chiffres en quantité (deuxième questionnaire), la commune a rectifié ses chiffres en montants payés (3^{ème} questionnaire) traduisant ainsi une réelle incertitude quant aux heures supplémentaires réalisées.

La chambre note également les limites du système informatique mis en place, remplacé de façon incertaine par un pointage manuel inadapté au nombre d'heures supplémentaires effectuées.

4.2. Evolution annuelle du montant des heures supplémentaires payées.

Le tableau suivant reprend l'évolution annuelle des heures supplémentaires effectuées au sein de la police municipale.

AGENT	2004	2005	2006	2007
Montant total des heures payées (chiffre commune)	149 480,16 €	164 911,44 €	232 839,95 €	245 803,16€
Evolution 2004/2007				+ 64 % (+ 96 323 €)
Evolution 2005/2007				+ 49 % (80 891 €)
Nombre total des HS effectuées (source commune)	9 212,83	10 549	11.743,25	13 345,70
Evolution 2004/2007				+ 44 % (4 132,87 €)
Nombre d'agents payés en heures supplémentaires	70	66	75	78
Moyenne du nombre d'heures par agent	131,61	159,83	156,57	171,09
Moyenne du montant d'heures supplémentaires par agent	2 135,43 €	2 498,65 €	3 104,53 €	3 151,32 €

Les heures supplémentaires (HS) décomptées sur une seule journée peuvent être très élevées. Ainsi, en 2008, le dimanche 13 juillet, sur 24 heures, 42 agents ont travaillé pour un total de 285 heures supplémentaires ; le lundi 14 juillet, sur 24 heures, 45 agents ont effectué plus de 264 heures supplémentaires (dont 44 en rémunération et 1 en demande de récupération) ; le mercredi 16 juillet, sur 24 heures, 63 agents étaient en service (53 en service normal et 10 agents pour plus de 54 heures supplémentaires ; et le dimanche 27 juillet, sur 24 heures, les 22 agents de service ont effectués plus de 165 heures supplémentaires.

Outre ces données, la chambre observe que l'évolution du nombre d'heures supplémentaires effectuées par la police municipale apparaît très inflationniste. En effet, sur 3 ans, ce nombre d'heures a augmenté de 45 %, représentant une dépense budgétaire de près de 100 000 €.

4.3. Les heures supplémentaires représentent une rémunération complémentaire relativement importante pour certains agents

Les règles relatives aux heures supplémentaires sont rappelées en annexe. Les cinq montants annuels les plus importants perçus par quelques agents entre 2004 et 2006 oscillent entre 6.000 € et plus de 7.000 €.

En 2006, les heures supplémentaires ont pu représenter jusqu'à 12 semaines et demie de travail supplémentaire pour les agents, soit un tiers de travail supplémentaire en plus du travail normal.

Le montant payé en heures supplémentaires dans le total de la rémunération apparaît ainsi relativement important (jusqu'à 1500 € au mois d'août 2008).

Le règlement des heures supplémentaires a représenté jusqu'à 25 % de la paie en 2006, la part des dimanches et jours fériés jusqu'à 17 %.

Pour les 6 agents ayant bénéficié du montant le plus important d'heures supplémentaires en 2006, la moyenne du complément de rémunération s'établit à 530 €/mois. Et, les heures effectuées en juillet 2006 représentent près de 50 % du salaire pour ces agents.

4.4 La prise en compte par la ville du dimanche en heures supplémentaires :

Les heures de travail effectuées le dimanche et les jours fériés relèvent dans leur totalité du régime des heures supplémentaires soit 7 HS. Selon la commune « (...) la proposition de roulement par l'ensemble des unités et dans le cadre d'un service normal, ayant montré ses limites du fait de la diminution globale des effectifs et de la nécessaire obligation de récupération par les agents de ces jours de dimanche, accentuant par la même le problème de la baisse des effectifs durant la semaine il a été proposé que ces prestations soient effectuées en heures supplémentaires. Cette disposition, ainsi que celle relative au volontariat pour effectuer, dans ce nouveau cadre, les heures du dimanche ont été présentées et adoptées lors du comité technique paritaire du 11 décembre 2003. (...) »

Cependant, la commune n'a pas produit de délibération du conseil municipal. Or, le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale prévoit que : « L'organe délibérant de la collectivité détermine après avis du comité technique paritaire compétent, les conditions de mise en place des cycles de travail prévus par l'article 4 du décret du 25 août 2000. »¹¹

¹¹ Article 4 : « Le travail est organisé selon des périodes de référence dénommées cycles de travail. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel de manière que la durée du travail soit conforme sur l'année au décompte prévu à l'article 1^{er} ».

4.5 La notion de « repos théorique mais journée travaillée » rémunérée en heures supplémentaires.

La commune a précisé que: *« Les nécessités et la charge de travail du service imposent parfois, notamment en période estivale ou à l'occasion de manifestations de grandes ampleurs, de faire appel au « volontariat » auprès des agents normalement en situation de repos, pour effectuer certaines missions. Ces agents sont alors rémunérés en heures supplémentaires. »*

La commune n'a produit ni délibération ni note de service organisant ce cycle de travail. Or, le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat prévoit que *« le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à 35 heures »*. C'est le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale qui prévoit en son article 4 que *« l'organe délibérant de la collectivité détermine après avis du comité technique paritaire compétent, les conditions de mise en place des cycles de travail. »*

4.6 Dépassement du seuil légal de durée du travail suite à un nombre d'heures supplémentaires relativement important.

Conformément aux nouvelles dispositions relatives au régime indemnitaire des heures supplémentaires applicables dans la fonction publique territoriale prévues au décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 le conseil municipal a décidé, par délibération du 11 juillet 2003 que *« dans tous les cas, la durée totale de travail hebdomadaire, heures supplémentaires incluses, ne peut excéder 48 heures (...) »*.

Or, si l'on examine le planning des 5 agents ayant réalisé le plus grand nombre d'heures supplémentaires au cours du mois de juillet 2008, on constate que les cycles de travail théoriques sont relativement importants. A titre d'exemple :

- Un brigadier chef a travaillé : 7 heures par jour sur 20 jours soient 140 H dans le cycle normal et 73,5 HS soient 213,5 H. 70 heures supplémentaires ont été rémunérées, 7 heures ont été récupérées le 25 juillet. Les heures de récupération sont des heures effectuées dans les mois précédents et qui ont été capitalisées par l'agent après contrôle.

- Un autre brigadier chef a travaillé : 7 H par jour sur 14 jours soient 98 H dans le cycle normal et 46 H en heures supplémentaires soient 144 H. 46 heures ont été rémunérées, 14 heures ont été récupérées le 10 et le 24 juillet et 6 jours de congés ont été attribués.

- Un brigadier chef a travaillé : 7 H par jour sur 19 jours soient 133 H dans le cycle normal et 68 H 25 en heures supplémentaires soient 201,25 H. 68 H 30 ont été rémunérées, 7 heures ont été récupérées le 30 juillet et 2 jours en délégation syndicale le 9 et 23 juillet.

- Un brigadier chef a travaillé : 7 H par jour sur 20 jours soient 140 H dans le cycle normal et 70 H en heures supplémentaires soient 210 H. 70 heures ont été rémunérées.

- Un brigadier chef. a travaillé : 7H par jour sur 19 jours soient 133 H dans le cycle normal et 66 H en heures supplémentaires soient 199 H. 66 H ont été rémunérées, 14 heures de récupération le 11 juillet et le 15 juillet.

Ces dépassements du seuil légal de la durée du travail soulèvent plusieurs observations.

1. Les 48 heures hebdomadaires, HS incluses, sont souvent dépassées.

Ainsi l'agent en fonction du lundi 7 juillet au dimanche 13 juillet a assuré 62 heures la semaine. La même personne du 14 au 20 juillet 60,5 heures la semaine. D'autres exemples de dépassement du seuil de 48 heures ont été constatés. (Ex : un agent. du 7 au 13 juillet, 60,75 H ; un agent, même période, 61,5 H).

2. D'autre part, la durée quotidienne de travail excède très souvent les 10 heures prévues par la réglementation. Les journées peuvent aller jusqu'à 13 h, 13 H 30 voire 16 H comme l'exemple d'un agent en poste le mardi 22 juillet.

3. Enfin, un agent a travaillé sans interruption entre le lundi 7 juillet et le samedi 26 juillet inclus, soit sans repos hebdomadaire légal.

La commune indique que « *Les principes d'organisation retenus dans le cadre du fonctionnement de ce service, qui visent à assurer une rationalisation des missions, peuvent expliquer ces dépassements. Il s'agit du volontariat des agents et du « non fractionnement des agents qui consiste à faire effectuer par l'agent retenu, la totalité de la mission qui lui est attribuée pendant toute sa durée sans interruption* ».

Il en est de même pour l'organisation des services du dimanche. « *Ces services, d'une durée de 7 heures, sont effectués en heures supplémentaires. Cela n'est pas sans incidence sur le nombre d'heures effectuées par l'agent, ainsi si celui-ci s'est porté volontaire pour effectuer un service du dimanche et un autre service dans la semaine, il pourra avoir effectué - heures supplémentaires incluses - plus de 48 heures hebdomadaires.*

Ces principes d'organisation, régulièrement appliqués, n'ont pas fait l'objet d'une délibération spécifique du Conseil Municipal ou d'une note de service prise par le chef de service dans la mesure où ils résultaient du projet de service négocié avec les partenaires sociaux et approuvé par le Comité Technique Paritaire du 11.12.2003. »

Malgré cette réponse détaillée, le projet de service, négocié avec les partenaires sociaux, ne reprend ni la notion de volontariat, ni le non fractionnement des missions, ni l'accord sur les dépassements d'horaires. De plus, le projet de service ne présente aucune simulation sur une éventuelle inflation des heures supplémentaires. Si le volontariat répond difficilement aux nécessités du service, la Chambre observe que l'organisation ainsi mise en place, apparaît peu claire et que les principes d'organisation retenus n'ont pas été avalisés par le conseil municipal.

4.7 Fondement du seuil des 70 heures supplémentaires par mois en période estivale.

La commune a organisé un régime dérogatoire estival sur la base des dispositions du *décret n°2000-815 du 25 août 2000, relatif à l'ARTT et du décret 2001-623 du 12 juillet 2001, selon lesquels il peut être dérogé aux dispositions de l'article 3 (1^{ère} partie) lorsque l'objet même du service public en cause l'exige en permanence ou lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée. Cette durée a été fixée à 65 heures, puis portée à 70 heures. Cette dérogation était assortie d'une information préalable et annuelle des organismes paritaires (C.T.P. et C.H.S.), qui après recherche, n'a malheureusement pas été reconduite chaque année. En ce qui concerne le glissement sur le mois suivant des heures au-delà de 70 heures, cette opération de report est réalisée pour*

permettre un lissage du nombre d'heures payées dans le mois correspondant au cadre des 108 heures en moyenne maximum pouvant être réalisées¹². »

Aucune note de service ayant fixé « la durée à 65 heures, puis 70 heures », n'a pu être produite. Seul un courriel de la direction générale des services de la commune en date du 4 août 2005 l'envisage.

Or, si on examine le planning d'un brigadier chef en juillet 2008, on constate que 3,5 heures effectuées ce mois là ont été reportées sur le mois d'août 2008 en raison du dépassement seuil des 70 heures.

Si la réglementation fixe le contingent mensuel des heures supplémentaires à 25 heures maximum il est vrai que l'on peut aller au-delà pour des circonstances exceptionnelles et durant une période limitée, sous réserve que les représentants du personnel ont été informés. (Décret 2002-60 du 14 janvier 2002, article 6).

Dans ces conditions, en moyenne, certains agents effectuent, en sus de leur durée de travail de 35 heures, 17 heures supplémentaires, soit une durée hebdomadaire de 52 heures et 50 minutes supérieure de 4 heures 30 au seuil standard de 25 heures supplémentaires.

L'opération de « basculement des heures » sur le mois suivant permet donc de contourner tous les seuils.

4.8 Une gestion très complexe conduisant à des incohérences dans les décomptes des HS.

Sur le même échantillon d'agents, la chambre constate que le détail des HS¹³ ne correspond pas toujours aux heures indiquées sur le planning de travail. Il en est ainsi pour deux agents sur les cinq ayant effectué le plus grand nombre d'heures supplémentaires en juillet 2008, même si pour un des agents, l'incohérence résulte du dépassement des 70 heures supplémentaires, « basculées » sur le mois suivant.

Sur le même échantillon de cinq agents, la commune a réglé indûment à un agent des heures supplémentaires non réalisées en août 2006.

L'agent M a réalisé 55,25 HS en juillet 2006. Or, la paye d'août 2006 lui attribuait 68,25 HS, soit une différence en plus de 13 HS. La commune a reconnu cette erreur, qui résulterait des pertes de données informatiques, l'agent ayant cependant effectué 68,25 HS. Pourtant, lors d'une dernière réponse, elle a adressé comme convenu les plannings informatiques 2006 des agents, en reprenant pour l'agent M les 55,25 HS initiales. Au demeurant, si on compare les documents produits, il ressort que l'agent M était en repos alors même que des heures supplémentaires lui ont été décomptées.

¹² La commune a expliqué : « Le détail de calcul du quota de 108 heures observé est le suivant : Le protocole d'accord sur la mise œuvre des 35 heures dans notre collectivité indique que "la durée hebdomadaire de travail ne peut excéder 44 heures sur une période de 12 semaines consécutives " en conformité avec la réglementation. Par conséquent 44 h - 35 h accordent 9 h maximum supplémentaires hebdomadaires. 9H X 12 semaines = 108 h supplémentaires maximum sur 3 mois.

¹³ Source annexes réponse questionnaire n° 2

Sur un échantillon de six agents en juillet 2008, il apparaît que des heures supplémentaires ont été effectuées alors que ces agents étaient en repos.

La commune a affirmé que ces agents avaient effectivement travaillé durant leurs jours de repos.

Les plannings de travail de ces agents en juillet 2008 distinguent les journées de repos, des journées annotées « *repos théorique mais journée travaillée* ». Toujours d'après ces plannings, les journées « repos » peuvent également comprendre des heures supplémentaires.

En l'absence de note de service organisant de manière précise le dispositif mis en place, le suivi de la gestion paraît ainsi très compliqué et source d'erreurs, avec des chiffres incertains et des surcoûts pour la commune. De plus, la confusion entre temps de travail et repos, est susceptible d'engager diversement la responsabilité de la commune.

4. 2. 5- Le régime indemnitaire des agents de la police municipale

Présenté à la réunion du conseil municipal du 17 novembre 2000, un projet de délibération relatif à l'attribution d'une indemnité spéciale de fonctions aux agents de la police municipale reprenait les termes du décret n° 97-702 du 31 mai 1997. Celui-ci prévoit que l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale qui les emploie peut décider que les fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale percevront une indemnité spéciale mensuelle de fonctions, déterminée en appliquant au traitement mensuel soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé dans la limite du taux maximum de 18 %. Cette indemnité est cumulable avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) accordées dans les conditions fixées par le décret du 6 octobre 1950. L'application à chaque agent du taux maximum de 18 % est assortie de trois critères : le « présentisme », les sanctions, la manière de servir.

Ce projet de délibération a été retiré, « *le dossier devant faire l'objet de nouvelles discussions avec les partenaires sociaux* ». Ce n'est que le 1^{er} février 2002 que le conseil municipal a voté cette indemnité spéciale basée sur le critère de « présentisme ». Selon la délibération, « *il s'agit d'encourager les agents dont le comportement se traduit par l'assiduité au travail et par voie de conséquence, d'opérer une réfaction du montant de cette prime sur le montant attribué aux agents dont l'assiduité apparaît insuffisante. Cette réfaction sera appliquée à raison de 1/30^{ème} du montant de cette prime par jour d'absence selon les motifs suivants : absences non autorisées, absences discontinues dont la durée cumulée sera supérieure à 30 jours durant les 12 mois précédents pour tous motifs à l'exception des maternités et des accidents de travail. Ce type d'absence est en effet particulièrement perturbateur pour le fonctionnement du service.* »

Une prime est réservée aux « *chefs de service de police municipale* ». Elle découle directement du décret n°2000-45 du 20 janvier 2000. Cette prime appelée « indemnité spéciale mensuelle de fonctions » évolue entre 20 % (jusqu'à l'indice 380) et 26 % (au-delà de cet indice) du traitement soumis à retenue pour pension. Dans sa séance du 12 avril 2001, le conseil municipal a autorisé le versement de cette indemnité.

Le 11 mai 2007, à la suite de la publication du décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006, le conseil municipal a instauré une prime dénommée « *indemnité municipale de fonction* » réservée aux directeurs de police municipale. Elle est constituée de deux parts, une part fixe

annuelle maximum de 7.500 € et une part variable de 25 % maximum du traitement soumis à retenue pour pension. Un tableau d'attribution individuelle de ces primes a été produit par la commune.

Au 1^{er} janvier 2006, les agents de la police municipale bénéficient tous de l'indemnité spéciale de fonction au taux maximum de 18 %, et les chefs de service de police municipale bénéficie du taux maximum de 26 %. Par ailleurs, depuis le 18 novembre 2006, le directeur de la police municipale bénéficie d'un fixe de 7500 € et d'une part variable à 25 %, soit le montant maximum de la prime. Cette dernière prime a d'ailleurs été payée à l'intéressé dès publication du décret alors qu'elle n'a été votée par le conseil municipal que le 11 mai 2007.

D'autre part, le tableau nominatif relatif au régime indemnitaire des agents de police municipale mentionne « une prime de fonction » pour certains agents, de 150€ /mois pour les chefs de service de police municipale et de 75 €/mois pour certains brigadiers chefs. A ce propos, la commune a produit une délibération du conseil municipal du 16 décembre 2005 relative au régime indemnitaire de l'ensemble des agents municipaux. Le décret n° 97-702 du 31 mai 1997 relatif au régime indemnitaire des agents de police municipale, dont l'article 2 a été modifié par le décret 21003-1013 du 23 octobre 2003, permet désormais le cumul de l'indemnité spéciale de fonction avec les IAT dès lors que la collectivité en a délibéré. Les délibérations prises antérieurement à ce décret doivent donc être actualisées.

La ville verse ainsi les différentes indemnités au taux maximum, sans aucune modulation, l'indemnité spéciale de fonctions n'étant suspendue que pour les agents en longue maladie.

4. 2. 6- Etudes menées par la ville sur l'organisation de son service.

Depuis décembre 1999, la ville a simplement procédé à une étude interne sur l'organisation de son service qui a abouti à un document d'amendements au projet de service, adopté en comité technique paritaire le 17 décembre 2001, et présenté lors du comité technique paritaire « spécial police » organisé le 11 décembre 2003. Le document intitulé « *Amendements au projet de service de la police municipale* » portait sur des aspects organiques et fonctionnels :

- organiques en ce qu'ils touchaient à la structure même de l'organigramme existant et à ses effectifs notamment en proposant que les prestations du dimanche soit effectuées en heures supplémentaires ;

- fonctionnels puisqu'ils s'appuyaient sur une nouvelle conception de fonctionnement par objectifs: « *Chaque mois à partir de relevés établis par les fonctionnaires sur la base de fiches préétablies, une synthèse mensuelle devra être effectuée en fonction des objectifs définis et devra mettre en évidence les problèmes rencontrés, les moyens engagés et les résultats obtenus. La finalité de cette démarche par objectif est en effet une recherche d'efficacité au travers d'une évaluation constante des résultats obtenus. C'est en effet, une évaluation qui permettra de dire si les moyens engagés sont bien en adéquation avec les objectifs recherchés, s'il y a lieu de les modifier ou, si les résultats obtenus sont suffisamment satisfaisants pour que l'action soit réorientée sur d'autres objectifs.* »

Les anomalies actuelles pourraient inciter la ville, comme elle l'envisageait, à procéder à une nouvelle évaluation pour adapter ses moyens à ses objectifs.

4-3. Les moyens matériels

Pour répondre aux demandes de l'enquête de la Cour, certaines informations chiffrées ont été ci-dessous retranscrites.

4.3.1 Les locaux

Le service de la police municipale est déployé sur quatre sites distincts : un poste central, auquel sont rattachés trois postes d'îlotage situés en différents endroits de la ville. Les coûts de l'investissement initial, de l'entretien et du fonctionnement sont les suivants :

EN €	COÛT D'ACHAT	ENTRETIEN LOURD	ENTRETIEN COURANT ANNUEL
Wilson	297.092	35.483	16.182
Place nationale	49.100	2.162	160
Fontonne	414.800	383	-
Courbet/ Juan	328.244	1.222	463

Les locaux de la police municipale sont indépendants de ceux de l'Hôtel de Ville et de la police nationale. Le poste central est ouvert au public, toute l'année, de 6 h à 22 h, 7 jours sur 7. En ce qui concerne les îlots ceux-ci sont ouverts durant les horaires administratifs de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h sauf le dimanche et jours fériés. Les modalités de fonctionnement de l'accueil du PC central et des îlots sont les suivantes :

- poste central bd Wilson : un personnel civil est affecté dans la journée, de 9 h 15 à 12 h 15 à ce poste et le reste du temps (6h-9h15 / 12h15-22h00), et par roulement un Chef de poste assure cette mission,
- Îlot Place Nationale : un agent en tenue est affecté, par roulement, à ce poste de 8 h à 12 h – 14 h à 17 h,
- Îlots Place Jean Aude et Av. amiral Courbet : un agent en tenue est affecté par roulement à ce poste de 8 h à 12 h à 14 h à 17 h.

La commune n'est pas dotée d'une fourrière animale municipale. Elle a confié cette mission, dans le cadre d'un marché public, à un prestataire privé situé à Mougins.

Il en est de même pour la fourrière automobile qui est confiée dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public à une société d'Antibes.

Les dégradations sur les murs des bâtiments et des biens publics sont traitées par une unité "anti-tags" rattachée à la Direction des Espaces Urbains - Service Propreté Urbaine. Cette unité, qui emploie huit agents, intervient tous les jours du lundi au samedi, de 6 h à 18 h. Elle mobilise quatre véhicules et utilise deux machines anti-graffitis. Cette structure consacre environ 12.000 heures de main d'œuvre à ces opérations de nettoyage et traite environ 44 000 m² de surface dégradée pour un budget annuel d'environ 305 000 €.

4.3.2 – Les véhicules

Sur la base de l'état produit par ses services, la ville dispose d'une cinquantaine de deux roues, de quelques voitures et camionnettes et de trois bateaux. Ces différents moyens de transports sont relativement anciens. Les véhicules de la police municipale sont conformes aux dispositions du décret n°2005-425 du 28 avril 2005 relatif à la signalisation des véhicules de service des agents de police municipale :

- véhicules de couleur blanche portant la mention « police municipale » et pourvus des signalisations rétro-réfléchissantes conformes aux prescriptions fixées par le décret précité,
- et véhicules équipés de dispositifs lumineux et sonores spéciaux.

Les vitres de ces véhicules ne sont pas équipées de film contre les jets de projectiles.

4.3.3 – L'armement

Chaque année, le Préfet des Alpes-Maritimes autorise par arrêté la commune à disposer d'armes.

Tous les policiers municipaux sont armés¹⁴ depuis une décision préfectorale du 5 août 1975. Après avoir été dotés en 1977 d'armes françaises Manurhin, les policiers municipaux sont dotés, depuis 2000, de 86 revolvers de marque Smith & Wesson type 38 spécial police, de 80 "Tonfa" et de 80 atomiseurs gaz. Par ailleurs le service est doté de cinq « flash-Ball » (une arme de 4ème catégorie et quatre armes de 7ème catégorie) et d'un fusil hypodermique. Ces armes ont été acquises, conformément aux dispositions du code de Marchés Publics, en vigueur à l'époque : achat sur devis et factures.

Les agents de la police municipale n'ont fait usage de leur arme qu'à deux reprises. Seuls deux cas ont été recensés, en juillet 1991 et septembre 1994, dans le cadre de situations de légitime défense, pour faire face respectivement « au conducteur d'un véhicule bédouin » et d'un « individu dangereux sous l'emprise de l'alcool ».

Conformément à la réglementation en vigueur, la formation au tir est assurée dans un stand de tir. A cet effet, une convention a été conclue, en novembre 2000, entre la ville d'Antibes-Juan les Pins et le club de tir de la police nationale, association sportive agréée. Cette formation est retranscrite, chaque année, dans un état nominatif faisant apparaître les séances de tir effectuées par chaque agent. Cet état récapitulatif est transmis en Préfecture.

Les conditions de cette formation devront être prochainement réactualisées afin de tenir compte des nouvelles dispositions de l'arrêté du 3 août 2007 parues au JO le 5 août 2007 et relatives aux formations à l'armement des agents de la police municipale et au certificat de moniteur de tir de police municipale en maniement des armes. Les agents tirent environ 240 cartouches par an réparties sur 10 séances d'entraînement.

Les armes et munitions sont remises dans une salle d'armement, munie d'une porte blindée et de parois renforcées, placée sous la protection d'une alarme. Les munitions sont stockées à part dans un coffre-fort et toutes les armes sont placées dans deux autres armoires. Les conditions de remisage des armes ont fait l'objet de fiches de procédure remises à chaque agent.

Chaque fonctionnaire est doté à titre personnel de son armement. Lors de sa prise de service, le responsable de brigade annote l'heure de délivrance des matériels et, en fin de vacation, l'heure de restitution des matériels. Ces informations sont retranscrites sur le registre ou cahier d'armement mensuel, côté et paraphé par l'autorité territoriale et conservé par le responsable de brigade puis archivé dans le service (un extrait du registre a été produit). Selon la ville, depuis 1999, il n'y n'a pas eu de vols, ni de pertes ni de détérioration d'armes ou de munitions.

4.3.4 – L'informatique

Tous les postes de police sont dotés de matériels informatiques. Le poste central ainsi que l'îlot de la Place Nationale sont reliés au réseau intranet de la commune. Les deux autres postes doivent prochainement être reliés à ce dispositif. Il n'existe pas de liaisons informatiques en provenance d'autres systèmes de police ou de gendarmerie.

¹⁴ cf. article L. 412-51 du code des communes et décret n° 2000-276 du 24 mars 2000.

Le service n'est pas doté d'une main courante électronique et les agents renseignent donc des mains courantes manuelles. Tous ces documents sont archivés dans la chambre sécurisée de stockage traitée anti-feu.

4.3.5 – La vidéoprotection¹⁵

Depuis mars 1997 (après délibération du 15 octobre 1996), le service est doté d'un système de vidéoprotection qui est déployé sur l'ensemble du territoire communal. Ces équipements visent à répondre aux objectifs de prévention et de surveillance fixés dans ce domaine par la municipalité à savoir : lutte contre l'insécurité sur la voie publique, surveillance du trafic routier, surveillance des lieux publics (dont collèges), protection de certains édifices ou bâtiment publics, protection des inondations et prévention de l'arrivée imprévue de gens du voyage.

Le système central de surveillance est implanté au poste de commandement et un chef de service de Police Municipale, un brigadier chef de police (B.C.P.) et un gardien de police (G.P.) en assurent la gestion. Le système est composé de quarante huit caméras, dont trente six appartenant à la commune ; deux caméras avec déport d'images appartenant à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A) ; huit caméras avec déport d'images appartenant au Conseil Général des Alpes Maritimes implantés aux abords des collèges ; deux caméras avec déport d'images appartenant à l'hôpital d'Antibes. Les images sont retransmises dans la salle sécurisée du poste central sur un mur d'images composé de dix neuf écrans et enregistrées sur vingt enregistreurs numériques « stokers », séparés du local vidéo.

Les enregistrements sont conservés dix jours. Ce délai peut être étendu à un mois conformément à la réglementation, en cas de réquisition par les services de la police nationale et de la gendarmerie. Ces images sont, par la suite, automatiquement effacées, conformément au cahier des charges de fonctionnement de ce système établi en août 1997.

Le parc de caméras est en service depuis de nombreuses années, aussi il est difficile de déterminer exactement le coût global d'acquisition. Néanmoins, le prix d'un équipement est évalué, en 2008, à environ 15.000 € par camera, soit pour un parc de 48 caméras : 720.000 €. Les frais de maintenance sont évalués à environ 80.000 € et les frais d'abonnement des liaisons louées sont estimés à environ 200 000 € par an. Un transfert d'images permanent est effectué vers la salle radio du commissariat de la police nationale d'Antibes. Les agents de ce service peuvent également prendre le contrôle à distance de ces caméras.

Le montant de la subvention du F.I.D.P¹⁶ perçue en 2007 par la collectivité est de 15.538 €. Le Conseil Général a participé à l'installation et au financement d'équipements de vidéosurveillance aux abords des collèges d'Antibes, intégrés au système de vidéosurveillance communal.

Sans parler d'une véritable étude d'impact de ce dispositif de vidéosurveillance, qui est extrêmement difficile à mettre en place, la commune a établi quelques statistiques qui sont jointes en annexe 7. La chambre relève à cet égard que la commune indique que dans les différents endroits où elle a placé des caméras, elle a constaté une forte chute de la délinquance (vols à la roulotte dans les parkings notamment).

¹⁵ Cf. nouveau site : videoprotection.interieur.gouv.fr et étude de juillet 2008 de l'INHES (institut national des hautes études de sécurité) sur le sujet.

¹⁶ Fond interministériel pour la prévention de la délinquance (article 5 de la loi du 5 mars 2007)

4.3.6 – Les équipements radioélectriques

La gestion des appels radio fait l'objet d'un traitement local. Dans ce cadre, des fiches procédures ont été élaborées par le service pour l'utilisation de ces équipements. Le service est doté d'une licence et de fréquences. Le montant de la redevance acquittée annuellement de 2003 à 2007 auprès du service des fréquences est de l'ordre de 12.000 €. Les moyens radio embarqués, fixes et personnels sont les suivants :

1) équipements embarqués à bord d'un véhicule :

- les véhicules automobiles : 15 équipements - 1 radio par véhicule
- les motos : 3 équipements - 1 radio par moto
- les unités nautiques : 2 unités nautiques
- 2 radios marines (VHF Marine) + 2 radios portables : (1 radio marine + 1 radio portable par unité nautique)

2) équipements fixes :

- Poste Central Wilson : 5 bases

3) équipements personnels :

- nombre de radios individuelles : 104

4 – Les autres équipements (cinémomètres, éthylotests, sonomètre...)

Le service de la police municipale est doté de : deux radars (jumelles) (de marque EUROLASER), quatre éthylotests et un sonomètre.

Les attestations d'étalonnage ont été produites.

Le service compte quarante deux agents formés aux nuisances sonores et agréés pour le constat de ce type d'infraction.

Le service n'est pas détenteur d'équipements de défibrillation. Néanmoins tous les agents disposent d'une formation aux gestes de premiers secours et un certain nombre de défibrillateurs sont installés en divers endroits de la commune et notamment dans les équipements municipaux accueillant du public (gymnases, maisons des associations).

Le service n'est pas doté d'un système de géo-localisation.

4.3.7 – Brigades ou équipes spécialisées : cynophile, équestre, maritime...

Le service est doté des unités suivantes :

- une unité cynophile composée de trois « auxiliaires canins » et de trois conducteurs de chien. Cette unité est opérationnelle tout au long de l'année pour assurer la sécurisation des lieux publics notamment lors des patrouilles nocturnes.

- une unité nautique dotée de deux embarcations et de quatre agents. Chaque équipe de travail est composée de deux agents, d'une embarcation et de moyens radio. La première équipe assure la surveillance nautique sur le secteur maritime allant de la pointe du Cap d'Antibes à Golfe Juan et la seconde équipe sur le secteur maritime qui s'étend de la pointe du Cap d'Antibes à la Commune de Villeneuve Loubet. Ces deux équipes municipales

interviennent, chaque année, du 15 juin au 15 septembre, dans la bande littorale des 300 mètres et veillent au respect des arrêtés municipaux.

Les maîtres chiens bénéficient d'une formation militaire au centre de Suippes à l'issue de laquelle le certificat technique élémentaire de conducteur de chiens leur est délivré. Les chiens sont hébergés dans une structure communale aménagée à cet effet. Cet hébergement est situé au sein d'un bâtiment communal au Cap d'Antibes. Le coût d'entretien de ces animaux est d'environ 5500 euros.

La commune n'est pas dotée d'unités à cheval.

Les agents affectés à la brigade nautique ont bénéficié d'une formation dispensée par la brigade nautique de la gendarmerie nationale. Le responsable de cette unité, titulaire du BNSSA, ayant pour sa part suivi une formation particulière "plage et sécurité du littoral" auprès du C.N.F.P.T.

4. 4. La gestion financière de la sécurité

Bien que la Commune ne dispose pas d'une comptabilité analytique permettant d'établir le coût réel de ses services, elle a isolé les dépenses de fonctionnement et d'investissement réalisées dans le domaine de la sécurité publique.

€	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Evolution
Fonctionnement du service	52.717	72.804	86.463	95.597	105.669	103.907	+ 97,1 %
traitements	2.849.220	2.956.989	3.113.980	3.287.747	3.436.845	3.433.563	+ 20,5 %
subventions	275	300	305		350	400	//////////
Total fonctionnement	2.902.212	3.030.093	3.200.749	3.383.345	3.542.865	3.537.870	+21,9 %
Total Investissement	21.560	1.931		16.950	59.354	65.765	//////////

Les subventions aux associations d'aide aux victimes ou de prévention sont désormais de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis dans le cadre du transfert à cet établissement public de coopération intercommunale de la compétence « Politique de la Ville ».

D'autre part, la commune ne prend en charge aucune dépense au profit de la police nationale.

La gestion et le contrôle des stocks sont assurés par les responsables d'unité, de service et de direction de la police municipale.

Les cartes de services sont conformes aux dispositions et caractéristiques du décret n°2006-1409 et ont été acquises auprès de l'imprimerie nationale. Leur gestion est assurée par un agent référent de la direction de la police municipale et suivie sur un registre officiel, côté et paraphé par le maire. Ces cartes sont reprises en cas de longue maladie, mise en disponibilité ou détachement de l'agent. Toutes les cartes de police antérieures à la parution du décret précité ont été détruites.

Les « recettes » communales générées par la surveillance de police municipale en matière de stationnement sont les suivantes:

€	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Stationnement abusif		38.898	43.237	20.218	20.362	42.590
Fourrière	44.234	20.158	21.573	20.635	20.177	13.913

Nota : Avant 2003, le stationnement abusif était inclus dans la fourrière.

D'autre part, une régie de recettes (de l'Etat¹⁷) a été créée pour percevoir le produit des contraventions au code de la route et celui des consignations. Cette régie est placée sous la responsabilité d'un régisseur principal : le directeur de police municipale et d'un régisseur suppléant ayant la qualité de responsable de service de police municipale.

Les marchés en cours, ayant trait à la fourniture des vêtements, des véhicules y compris les deux roues et les bateaux, des animaux, des autres équipements (radio, informatique, armement...) ont été produits.

La tenue à jour du registre d'inventaire d'armes est faite par la direction du service. Les mouvements d'armes sont reportés sur un registre de dotation d'armement par les responsables d'unité. L'ensemble des registres est contrôlé par le Directeur de la police municipale.

4. 5 Le contrôle de gestion de la sécurité

Un bilan d'activité du service de la police municipale à l'attention des élus a été produit. Il porte sur les exercices 2004 à 2007. Il recense les thèmes suivants, et précise leurs résultats : la sécurité routière, la propreté et l'environnement, la sécurité des biens et des personnes, la réglementation générale, les nuisances sonores, la vidéosurveillance, les ventes à la sauvette, les timbres amendes, la brigade nautique, les activités artisanales et les objets trouvés. Le service n'a pas fait l'objet d'une mission de contrôle par les services de l'Etat (article L.2212-8).

En moyenne, pour un cycle de travail de 24 h, 21 % des agents sont affectés à des tâches administratives dans les postes ou dans les îlots, 79 % des agents sont affectés à des missions de voie publique.

Comme vu plus haut, dans le courant de l'année 1999, la collectivité avait confié à un cabinet d'études la réalisation d'un audit pour assurer une meilleure rentabilité de l'ensemble des services communaux et notamment du service de la police municipale. Le document produit est assez peu exploitable et surtout trop ancien.

La commune dispose d'éléments chiffrés sur la délinquance constatée sur son territoire. Ces statistiques, fournies par les services de la police nationale, font état pour 2006 et 2007, d'une baisse de la délinquance générale de près de 6 %, d'une baisse de la délinquance sur voie publique de plus de 10 %, d'une baisse des violences à la personne huit fois supérieure à celle constatée au plan national, un nombre de garde à vue stable entre 2006 et 2007 (soit 10.500/an), un taux d'élucidation des affaires en hausse de 30 %.

La commune n'a pas établi de tableaux statistiques au moyen de l'imprimé C.E.R.F.A. 4001 qui recense 107 critères de délinquance. Elle n'a pas fait d'étude de victimisation.

¹⁷ Le régisseur est tenu de se conformer aux instructions du TPG des Alpes Maritimes.

En revanche, la commune a produit un état faisant ressortir, pour la période 2003 à 2007, le nombre de procès-verbaux dressés pour contravention aux arrêtés du maire, au code de la route, pour les infractions au code de santé publique et à la police de l'environnement.

La commission nationale de déontologie n'est jamais intervenue auprès de la collectivité d'Antibes.

« V. LA GESTION DU DOMAINE PUBLIC BALNEAIRE »

5- 1. PRESENTATION

5-1.1 Régime juridique

Afin d'offrir un certain nombre de services aux usagers de la plage, les communes balnéaires peuvent exploiter l'installation d'équipements et d'activités sur les plages, pendant la saison balnéaire, en régie ou la confier à des tiers, pour une durée limitée au maximum à celle de la concession de l'Etat à la commune, tout ou partie de cette exploitation, par le biais d'un sous-traité. La gestion déléguée par les communes de leurs espaces littoraux a donné lieu ces dernières années à d'importants contentieux qui ont abouti à la solution retenue dans l'arrêt du Conseil d'Etat du 21 juin 2000 « SARL Plage Chez Joseph ». Cette décision concernait précisément une des plages de la commune d'Antibes, et reconnaissait à l'exploitation des établissements balnéaires, dans le cadre d'un sous-traité d'exploitation, le caractère de service public délégué au sens de la loi du 29 janvier 1993, dite loi Sapin. Cette solution jurisprudentielle, a été reprise par le décret du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage, qui permet d'accorder sur le domaine public maritime des concessions ayant pour objet l'aménagement, l'exploitation et l'entretien de plages, la durée de la concession ne pouvant excéder douze ans. Ce décret, ne concerne que les plages appartenant à l'Etat. Il met en œuvre les principes gouvernant la gestion du domaine public maritime (DPM), dont la vocation est d'être accessible à tous. À cette fin, le décret prévoit que le pourcentage de superficie et de linéaire de plage, qui devront rester libres en permanence de tout équipement et de toute installation, sera au minimum de 80 % pour les plages naturelles (contre 70 % actuellement), et de 50% pour les plages artificielles (contre 25% actuellement). D'autre part, les équipements et installations de plages autorisés devront être démontables et effectivement démontés durant la période hivernale, sauf exceptions justifiées par la fréquentation hivernale de certaines plages et l'accueil d'activités permanentes sur celles-ci. Le Conseil d'Etat a, par un arrêt du 14 avril 2008, rejeté un recours formé contre ce décret par la fédération nationale des plages restaurants, qui contestait notamment le pourcentage des surfaces du domaine public qui pouvaient être concédées.

Ce texte apporte également des précisions sur les modalités de publicité et de mise en concurrence pour l'octroi des concessions de plages. Il convient de préciser qu'il ne concerne pas les plages se situant au-delà du rivage de la mer et en dehors des lais et relais qui appartiennent au domaine privé ou public de la commune.

Dans le cas d'Antibes, cette précision est d'importance.

5-1.2 Le contexte local

Les plages de la commune d'Antibes-Juan les Pins constituent un atout très important pour le développement et l'animation de la commune, ainsi que pour son image de station balnéaire, même si, en termes purement financiers, les retombées économiques directes ne

représentent pas des sommes importantes par rapport au budget de la commune, comme en atteste le montant des recettes générées pour la commune par les redevances payées en 2007 (moins de 1,4 M €).

Aussi, il est apparu intéressant de confronter les observations formulées par la chambre lors du dernier contrôle de la commune en 2003, pour ce qui concernait les risques contentieux afférents à la gestion du domaine public balnéaire, avec la situation récente et actuelle du domaine public balnéaire. En effet, la chambre relevait dans le « rapport d'observations définitives (2) de la commune d'Antibes pour les années 1993 à 2001 » : *La commune est confrontée à deux contentieux à l'issue incertaine. Le premier résulte de la contestation par des plagistes, devant les juridictions civile et administrative, de la procédure de mise en concurrence selon la procédure de la loi Sapin, retenue par la commune en 1997 et 1998, pour le renouvellement de la concession de plages situées sur le domaine public maritime, les mêmes plagistes assurant, en même temps, des prestations annexes (bar, restauration) sur des terrains contigus mais appartenant au domaine public communal et relevant, en principe, de la simple autorisation administrative d'occupation temporaire. Il s'agit là d'un véritable imbroglio juridique et un risque indemnitaire existe pour la commune...*

Ces observations ont été confirmées par la suite, puisque que 45 % du stock de dossiers contentieux en 2007 étaient issus des nombreux contentieux introduits par les plagistes.

5-2. LES MODALITES D'EXPLOITATION DES PLAGES

5-2.1 Les plages naturelles :

Les plages naturelles de la commune d'Antibes lui ont été concédées par l'Etat, par un arrêté préfectoral du 24 avril 1991, jusqu'à l'échéance du 31 décembre 2003. En janvier 1999, la commune a décidé de réattribuer les autorisations d'exploitation venues à échéance. Elle a, dans une première phase, décidé d'en attribuer quatre par procédure de gré à gré (plages « Belles Rives », « Méridien Garden Beach », « la Baie Dorée » et « La Siesta ») et cinq par la procédure de l'appel d'offres restreint (plages « Maison des Pêcheurs », « Beach Plage », « Chez Joseph », « Garoupe Beach », « la Petite Plage »). L'une de ces plages, « Beach Plage » sera d'ailleurs démolie en raison du danger que représentait pour les usagers son état de délabrement, et après qu'elle eût été retirée des plages concédées par la commune en 2007. Le 29 juin 1999, le conseil municipal approuva le choix de la commission d'appel d'offres et autorisa le maire à signer les cinq contrats.

Dans une seconde phase, la commune d'Antibes-Juan les Pins, constatant que les anciennes concessions accordées aux établissements balnéaires de la commune arrivaient à échéance et souhaitant se conformer aux exigences de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993, dite « loi Sapin » avait décidé, par une délibération du 18 novembre 1999, de confier l'exploitation de 21 lots de plages naturelles formant 17 établissements, à des délégataires de service public. Elle a alors organisé une mise en concurrence, sur le fondement des articles L.1411-1 et L.1411-4 du code général des collectivités territoriales.

Un projet de sous-traité d'exploitation, joint à cette délibération, prévoyait que, quelle que soit la nature du terrain d'assiette sur lesquels ces établissements seraient exploités, la partie « restauration » de ces derniers, située sur le domaine public communal et la partie « plage » proprement dite, située sur le domaine public maritime (D.P.M. Etat), étaient indissociables et pouvaient faire l'objet d'une seule délégation de service public (D.S.P.) des bains de mer. Le

tribunal administratif de Nice, saisi par des plagistes contestant le recours à cette procédure de mise en concurrence, a, par un jugement du 23 février 2001, annulé cette délibération, au motif que la commune qui, par une seule délibération avait décidé d'attribuer une DSP incluant à la fois l'exploitation du service public des bains de mer et une activité commerciale de restauration implantée sur une dépendance domaniale autre que balnéaire, et fonctionnant toute l'année, contrairement au SP des bains de mer, avait commis une erreur de droit. Si le service public des bains de mer peut effectivement s'exercer sur des parcelles du littoral relevant du DPM (Etat), comme sur des parcelles appartenant à la commune et faisant l'objet d'un aménagement spécial destiné à l'usage du public ou bien encore sur des parcelles communales occupées par des équipements liés à l'exploitation de la plage (cabines, douches, etc.), cet espace, qui constitue le domaine public balnéaire, doit faire l'objet d'une DSP spécifique. Autrement dit, si le service public des bains de mer n'est pas cantonné au seul DPM, l'activité commerciale exercée sur le domaine communal doit faire l'objet quant à elle d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) distincte de la DSP. C'est ainsi que, dans un nouveau jugement du 27 avril 2004, ce même tribunal administratif a admis que la DSP des bains de mer pouvait comporter la délégation d'une activité de restauration, à condition que cette activité, qui ne constitue pas un service public délégable en lui-même, soit le prolongement direct et nécessaire de l'exploitation du service public. Après huit années de procédures diverses, ces DSP ont été attribuées en vue de l'exploitation du service public balnéaire sur les plages naturelles de la commune. Elles ont été accordées pour une durée de 14 ans et ont été suivies des AOT correspondantes, aux mêmes attributaires que les DSP, pour ce qui concerne la partie restauration sise sur le domaine communal.

La durée des DSP:

Selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, la durée de la DSP, librement fixée par la collectivité sous contrôle du juge de l'excès de pouvoir, doit en principe être limitée à la durée de l'amortissement des installations. Dans le cas présent, les biens concernés étaient largement amortis par les délégataires qui les exploitaient déjà depuis de nombreuses années, avant d'être reconduits à l'issue des nouvelles procédures.

Le renouvellement de la concession des plages naturelles a été accordée à la commune par un nouvel arrêté préfectoral du 18 octobre 2005, pour une durée de 15 ans, à compter du 15 septembre 2005. Aux termes de cette concession, le concessionnaire (la commune) est chargé de l'entretien et de l'exploitation des plages concédées. Ne souhaitant pas exploiter elle-même ces plages en régie, la commune a décidé d'en déléguer l'équipement et l'exploitation à des opérateurs privés, comme cela se pratiquait depuis l'origine de ces plages, et comme l'y autorisait le traité de concession accordé par l'Etat.

Les procédures de DSP balnéaire ont été lancées sur la base d'une délibération du conseil municipal du 9 juin 2006. Elles concernent 22 établissements qui étaient exploités sous le régime de l'AOT entre 2002 et 2007. Certains de ces établissements ont été attributaires de plusieurs lots représentant des parcelles de sable ou des pontons. La commune justifie l'absence de DSP entre 2003 et 2005 par l'inexistence de concession domaniale liant la commune à l'Etat, les deux personnes publiques se trouvant, semble-t-il toujours en phase de négociations durant cette période et, pour 2006, par la mise en place des procédures de DSP.

Les offres soumises à l'occasion de cette procédure ont été analysées par un cabinet d'audit et d'avocat externe.

La durée de la DSP, fixée à 14 ans, a fait l'objet d'observations de la part de la DDCCRF, qui, se fondant sur les dispositions de l'article L.1411-2 du CGCT, a relevé son caractère excessif eu égard aux investissements réalisés. En effet, selon ces dispositions : « Les conventions de délégation de service public doivent être limitées dans leur durée. Celle-ci est déterminée par la collectivité en fonction des prestations demandées au délégataire. Lorsque les installations sont à la charge du délégataire, la convention de délégation tient compte, pour la détermination de sa durée, de la nature et du montant de l'investissement à réaliser et ne peut dans ce cas dépasser la durée normale d'amortissement des installations mises en œuvre. Dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement, des ordures ménagères et autres déchets, les délégations de service public ne peuvent avoir une durée supérieure à vingt ans sauf examen préalable par le trésorier-payeur général, à l'initiative de l'autorité délégante, des justificatifs de dépassement de cette durée. Les conclusions de cet examen sont communiquées aux membres de l'assemblée délibérante compétente avant toute délibération relative à la délégation... ». Les dispositions spécifiques aux plages de l'article 1 du décret du 28 mai 2006 sont d'ailleurs plus restrictives puisqu'elles prévoient une durée de 12 ans. La question de l'applicabilité des dispositions de l'article 20 de ce décret aux nouvelles procédures de DSP initiées par la commune dès le 9 juin 2006, postérieurement à la publication de ce décret au Journal Officiel le 28 mai 2006, se pose. Selon ce texte : « Le présent décret s'appliquera, pour les plages concédées à sa date de publication, à l'expiration des concessions en cours et, pour les sous-traités éventuels, à l'expiration de la convention d'exploitation.

Pour les installations ou équipements liés à l'exploitation de la plage et bénéficiant à la date de parution du présent décret d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, ses dispositions s'appliqueront à l'expiration de l'autorisation.

Par exception aux dispositions du premier alinéa, sur demande adressée au préfet soit par délibération du conseil municipal, soit par le concessionnaire privé, les effets des concessions de plage qui arrivent à échéance avant le 31 décembre 2006 peuvent être prorogés, par avenant, jusqu'à cette date. Dans ce cas, sur demande adressée au concessionnaire par les sous-traitants éventuels, les effets des conventions d'exploitation peuvent être prorogés par avenants, pour la même période ». Or, pour ce qui concerne les neuf concessions accordées hors DSP, les sous-traités prenaient fin le 31 décembre 2003. Pour ce qui concernait les concessions accordées sur le fondement de la délibération du 18 novembre 1999, la durée de ces dernières ne pouvait, en tout état de cause, excéder la durée de la concession accordée par l'Etat à la commune qui prenait fin au 31 décembre 2003. Des autorisations d'occupations temporaires (AOT) ont d'ailleurs été accordées par la commune, à titre précaire et révocable, de 2003 à 2007 (délibération du 28 février 2003), afin de permettre aux établissements de disposer d'un titre d'occupation régulier autorisant la perception d'une redevance. Dès lors que la procédure de DSP a été lancée postérieurement à la publication du décret de 2006 et que les concessions qui viennent d'être mentionnées étaient échues, il convenait d'appliquer les dispositions du décret de 2006 et de limiter la durée des sous-traités de concessions à 12 ans.

La commune a, dans un premier temps, justifié cette longue durée, qui excède également celle déterminée par les critères retenus dans l'article L.1411-2 du CGCT, par, d'une part sa coïncidence avec le terme de la concession accordée par l'Etat en 2020 et, d'autre part, par la nécessité pour les concessionnaires de rénover et moderniser leurs établissements, souvent anciens. Elle a, dans un deuxième temps, excipé de la longueur de la procédure, dont elle était pourtant maîtresse. Cet argument est inopérant, puisque, dans les faits, nonobstant une

attribution tardive des DSP (2008 pour les plus tardives), l'exploitation s'est poursuivie selon les mêmes modalités que celles prévues dans le cahier des charges de la DSP. Ce fait est d'ailleurs corroboré par la perception continuée des redevances par la commune, selon les modalités de calcul prévues dans les DSP.

Le critère afférent aux investissements que les candidats prévoyaient de réaliser figurait parmi les critères retenus par la commune pour le choix du sous-concessionnaire. Le montant des investissements initiaux, ou de renouvellement, prévus par les candidats retenus est, dans l'ensemble assez faible par rapport à la durée de la concession. Il correspond, dans la plupart des cas à un simple renouvellement du matériel de cuisine ou des équipements de plage (parasols et matelas). Il apparaît en conséquence que le montant annuel des investissements prévus, ramené au chiffre d'affaires prévisionnel ou au chiffre d'affaires constaté après la première année d'exploitation est faible. La réserve émise par les services de l'Etat apparaît donc justifiée. Il est vrai que, dans certains cas la remise en état du DPM, comme pour le lot n°2 « les Ambassadeurs », pèse lourdement sur le poste investissements. Il en est de même pour la remise en état de certains pontons qui font partie de certains lots de plage. Toutefois, dans l'ensemble, les investissements tant initiaux que de renouvellements des matériels s'avèrent assez faibles : de 7 500 € à 752 000 € (si l'on exclut l'investissement prévu pour la plage « les Ambassadeurs », d'un montant de 1 387 000 €, pour les raisons évoquées ci-dessus), la moyenne se situant à moins de 190 000 €. Ce chiffre, ramené à la durée de la concession, fait ressortir un investissement annuel moyen de 13 600 €, avec de très fortes variations d'un établissement à l'autre. Ces montants prévisionnels d'investissements ont été établis après négociation avec la commune, d'après les estimations calculées par les candidats eux-mêmes, sans que ces montants ne constituent un engagement contractuel clair. La durée des DSP accordées pour 21 d'entre elles aux candidats sortants, en place pour la plupart depuis de nombreuses années, et dont les investissements initiaux ont été depuis longtemps amortis, paraît excéder le cadre fixé par les dispositions du CGCT et, par celles du décret de 2006. Il eût sans doute été loisible à la commune de faire usage des dispositions du deuxième alinéa de cet article qui prévoient : « ... *Une délégation de service ne peut être prolongée que :*

a) Pour des motifs d'intérêt général. La durée de la prolongation ne peut alors excéder un an ;

b) Lorsque le délégataire est contraint, pour la bonne exécution du service public ou l'extension de son champ géographique et à la demande du délégant, de réaliser des investissements matériels non prévus au contrat initial, de nature à modifier l'économie générale de la délégation et qui ne pourraient être amortis pendant la durée de la convention restant à courir que par une augmentation de prix manifestement excessive. La prolongation mentionnée au a ou au b ne peut intervenir qu'après un vote de l'assemblée délibérante.... ».

En faisant usage de ces dispositions qui permettent de réaliser des investissements non prévus au départ, la commune ne serait pas liée pour une durée, souhaitée par les professionnels du secteur, qui apparaît excessive.

5-2.2 Les plages artificielles :

La concession des plages artificielles de la commune a été consentie par l'Etat à la commune par un arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1985 pour une durée de 30 ans. La commune disposait de la possibilité de sous-traiter l'exploitation de ces plages. Cette concession comporte 25 lots de plages artificielles.

Dix des plages artificielles de la commune (correspondant à 11 lots), situées entre l'embarcadère Courbet et l'épi Lutétia ont été attribuées par une délibération du 25 juin 1998, après une procédure d'appel d'offres restreint décidée par une délibération du conseil municipal du 7 novembre 1997. L'exploitation de ces plages a été concédée jusqu'à la fin de la durée de la concession, soit jusqu'en 2015. La redevance d'occupation minimum avait été fixée dans le règlement de l'appel d'offres à 16,77 € le M². A l'exception d'un de ces lots, déclaré infructueux faute d'offres, mais qui avait alors fait l'objet d'une nouvelle mise en concurrence, les 9 autres plages avaient été attribuées aux exploitants en place. Il est d'ailleurs à noter qu'une seule offre par plage était parvenue au service. Les 10 plages attribuées selon cette procédure sont encore aujourd'hui exploitées dans ce cadre juridique.

Seize plages artificielles situées entre l'épi Lutétia et la limite ouest de la commune, ont été attribuées en 2000, à la suite d'une nouvelle procédure d'appels d'offres restreints, pour une durée de cinq ans jusqu'au 31 décembre 2004. Une plage supplémentaire, « Jazz plage » a fait l'objet d'une DSP pour une durée limitée au 31 décembre 2004, à la suite d'un contentieux avec la commune. Par la suite, deux plages ont été rendues publiques. Ce sont donc quinze plages qui ont fait l'objet d'une procédure de délégation de service public, prévue par les articles L.1411-1 et suivants du CGCT, et décidée par une délibération du conseil municipal du 29 octobre 2004. Le choix des délégataires a été décidé par délibérations du 17 juin 2005. Le contrôle de légalité a formulé alors des observations portant, d'une part sur l'obligation pour la commune de faire respecter l'harmonisation des différents aménagements des plages et de respecter les règles d'urbanisme, et, d'autre part, sur des différences constatées entre les superficies concédées par l'Etat et celles sous-traitées par la commune. Cette dernière a fait valoir que cet écart, assez minime, provenait d'une différence entre les superficies calculées par la DDE et celles établies par les services fiscaux. La commune a fait procéder à des relevés cadastraux pour établir de façon exacte les superficies concédées qui, comme il sera dit plus loin, servent de base à la partie fixe du montant de la redevance domaniale. Enfin, une observation du contrôle de légalité portait sur les cessions de parts sociales prévues dans les sous-traités d'exploitation, qui, si elles pouvaient être autorisées, n'emportaient pas autorisation de cession des contrats de concession. Une nouvelle délibération en date du 12 mai 2006 a été prise par le conseil municipal pour prendre en compte des observations du contrôle de légalité.

Ainsi, ce sont les 25 plages artificielles de la commune qui sont exploitées après une mise en concurrence selon différentes modalités. Faute de candidats répondant aux critères de sélection, notamment l'expérience professionnelle exigée ou les garanties financières présentées, la concurrence n'a pas réellement joué, et les exploitants sortants ont été reconduits. La chambre n'a pu que constater, non pas non une absence de mise en concurrence du fait de la commune, mais une concurrence finalement insuffisante, qui, en définitive lui est préjudiciable.

5-3. LES CONDITIONS FINANCIERES DE L'EXPLOITATION DES PLAGES

5-3.1 Le calcul des redevances :

L'occupation du domaine public par les sous-concessionnaires donne lieu à la perception par la commune d'Antibes d'une redevance, calculée selon différentes modalités, en fonction du mode d'attribution de l'autorisation d'exploiter ce domaine public balnéaire. Après avoir évolué sur la période contrôlée, le système de calcul des redevances est aujourd'hui établi de la manière suivante :

5.3.1.1 Pour les plages naturelles

a) La redevance applicable aux délégataires du service public sur les plages naturelles, dont le taux a été décidé par une délibération du 9 juin 2006, se compose d'une part fixe forfaitaire de 26 € / m², indexable et appliqué sur la surface de l'emprise de la délégation de service public et d'une part variable. Cette part variable est calculée à partir d'un montant forfaitaire fondé sur le chiffre d'affaires (hors taxes) réalisé sur l'emprise de la délégation de service public balnéaire pour l'année d'exploitation, par tranches : Tranche n°1 (0 < CA < 152.449€) = 4.574 € ; Tranche n°2 (152.450€ < CA < 457.347€) = 9.147 € ; Tranche n°3 (CA > 457.347€) = 13.720 €

b) La redevance applicable aux titulaires d'autorisations d'occupation temporaire du domaine public balnéaire est d'un montant forfaitaire de 38 € / m² (en l'absence de délégation de service public). Celle applicable aux autorisations d'occupation temporaire du domaine public communal affecté à la restauration de plage est d'un montant forfaitaire de 58,10 € / m².

5.3.1.2 Pour les plages artificielles

a) La redevance applicable aux délégataires du service public sur les plages artificielles, dont le taux a été décidé par une délibération du 9 juillet 1998 se compose, pour les lots 22 à 32, sauf le lot 29 :

- d'une redevance forfaitaire au m² dont le taux varie en fonction du lot concerné ; pour 2007, ce taux est de 21,78 € pour les lots 22 à 32 (sauf 29).
- d'une participation à la sécurité du littoral et au contrôle des eaux de baignade, correspondant à 5% de la part fixe.
- d'une redevance de 15% supplémentaires de la part fixe dans le cas d'une activité de restauration le soir.

b) La redevance applicable aux délégataires du service public sur les plages artificielles, dont le taux a été décidé par une délibération du 29 octobre 2004 se compose, pour les lots 29 et 34 bis à 53 :

- d'une redevance forfaitaire au m² dont le taux varie en fonction du lot concerné ; pour 2007, ce taux est de 18,85 € pour les lots 29 et 34 bis à 53.
- d'une part variable, calculée à partir d'un montant forfaitaire fondé sur le chiffre d'affaires (hors taxes) réalisé sur l'emprise de la délégation de service public balnéaire pour l'année d'exploitation, par tranches : tranche n°1 (0 < CA < 152.449€) = 4.574 € ; tranche n°2 (152.450€ < CA < 457.347€) = 9.147 € ; tranche n°3 (CA > 457.347€) = 13.720€

Il convient de rappeler ici que la superficie des plages artificielles retenue a fait l'objet d'un avenant n°3 au traité de concession des plages artificielles entre l'Etat et la commune, qui a été repris par autant d'avenants aux traités de sous-concessions, après avoir fait l'objet de relevés topographiques.

On constate donc une tendance à l'harmonisation du calcul des redevances, jusqu'à présent très disparate et complexe, suivant en cela la généralisation du recours à la DSP.

5-3.2 Les recettes générées par les plages :

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des recettes générées pour la commune par les plages naturelles et les plages artificielles, dont l'exploitation a été autorisée selon les deux modes de gestion du domaine public, l'AOT et les DSP.

Année	Plages naturelles	Plages artificielles	TOTAL
2007	1 001 657	380 354	1 382 011
2006	1 022 732	393 816	1 416 548
2005	419 958	383 850	803 808
2004	399 453	366 583	766 036
2003	877 289	361 521	1 238 810
2002	769 010	337 550	1 106 560

Sur la période, les recettes ont progressé globalement de 25%, de manière plus importante pour les plages naturelles que pour les plages artificielles. Toutefois, cette progression a été interrompue en 2004 et 2005 pour les plages naturelles. Cette baisse provisoire s'explique, selon la commune, par le fait que durant la longue période de négociations du renouvellement de la concession avec l'Etat, entamée en 2002 et qui n'a abouti que le 18 octobre 2005, la commune n'a perçu de redevance domaniale que sur les parties du domaine public communal où s'exerce l'activité de restauration des établissements balnéaires. La durée importante de cette période a engendré un manque à gagner pour la commune d'Antibes, au profit de l'Etat, qui a pu ainsi percevoir des redevances d'occupation du domaine public maritime qui n'était pas encore concédé. L'exemple de l'établissement « La Siesta », qui exerce une activité de casino, de plage, discothèque et restauration, est, à cet égard, significatif. Il s'agit du principal établissement de ce type de la commune qui a déclaré un CA de 16,5 M€ en 2007, pour l'ensemble de ses activités, y compris les jeux ; la part des activités balnéaires étant bien entendu largement minoritaire. Ce n'est qu'en 2006, après une longue contestation de sa part des modalités de la DSP, notamment de la superficie retenue, et de l'obligation de cautionnement qui lui était faite, que cet établissement s'est trouvé devoir une redevance à la commune.

Par ailleurs, un rapprochement entre les montants des chiffres d'affaires déclarés par les délégataires à la commune et ceux déclarés aux services fiscaux fait apparaître, dans certains cas, des différences notables. Par exemple, un établissement de plage a déclaré aux services fiscaux un CA de 3 121 260 €, alors que sa part variable a été calculée sur son CA prévisionnel de 285 000 €. En effet, la part variable des redevances calculées, comme il a été dit, sur le montant du CA déclaré, l'a été, pour l'année 2007, sur la base des estimations faites par les exploitants eux-mêmes au moment de leur déclaration de candidature, selon les prescriptions du « cahier des charges particulier à l'occupation du DPM, portant sous-traité d'exploitation », qui, dans son article 13-1 édicte :

« Cette redevance donnera lieu à l'émission de 2 titres de recettes dont le délégataire devra s'acquitter auprès du Trésorier Principal Municipal d'Antibes :

L'un avant le 31 juin, correspondant à l'intégralité de la partie fixe.

L'autre avant le 31 octobre, correspondant à l'intégralité de la part variable :

- telle que définie à la signature de la convention pour le premier exercice
- calculée en fonction du CA HT de l'année N-1 tel que définitivement arrêté en fonction des résultats réels de l'exploitation les années suivantes... »

C'est sur cette base qu'a donc été calculée la part variable de la redevance, sans que soit prévu un ajustement en fin d'année en fonction du chiffre d'affaires effectivement réalisé par les exploitants pour la première année d'exploitation. Cette clause du cahier des charges a privé la commune de ressources complémentaires, difficiles à estimer en raison de la difficulté d'évaluation de la part du chiffre d'affaires générée par les activités purement balnéaire et de celle générée par les autres activités de certains de ces établissements, telles que l'hôtellerie ou les jeux. Ainsi, les différences constatées pour certains établissements (6,5 M € de CA global déclaré aux services fiscaux en 2007 pour un hôtel- plage et seulement 818 783 € déclarés à la commune au titre de l'activité de plage, 11 M € pour 877 972 € pour un autre établissement, ou bien encore 16,5 M € pour 180 000 € déclarés) dont l'essentiel de l'activité est de nature hôtelière ou de jeux sont difficiles à analyser pour cette raison. D'après la commune, une clé de répartition du chiffre d'affaires, définie avec les professionnels concernés, ainsi que l'examen attentif des rapports d'activité obligatoires devrait permettre, à l'avenir, de mieux cerner la part des activités balnéaires dans le chiffre d'affaires global de ces entreprises et, ainsi, de calculer au plus juste les redevances afférentes.

La chambre prend acte de la volonté de la commune d'optimiser la perception des redevances, notamment par l'harmonisation des modes de calcul de la redevance.

5-4. CONCLUSION

La gestion de ces DSP par la commune nécessite un service de trois personnes à temps complet. La mise en conformité juridique de l'exploitation du littoral de la commune (DPC et DPM) a finalement été réalisée après des années de contentieux divers, aux termes de procédures longues, dans un contexte économique local dont la commune a dû tenir compte, notamment en accordant des durées de concessions trop longues dans le cadre des DSP. Quant à l'aspect financier, après une première année d'exploitation incomplète, la commune aura la possibilité de contrôler aussi bien les recettes générées par les activités balnéaires que la réalisation des investissements que les délégataires s'étaient engagés à effectuer pendant toute la durée des concessions. A cet égard, les rapports annuels prévus par les dispositions de l'article L.1411-3 du CGCT qui comportent les déclarations fiscales des intéressés devront être exploités au mieux des intérêts de la collectivité. Cette remise en ordre devrait ainsi donner à la commune une meilleure visibilité de ce secteur qui, s'il n'apparaît pas véritablement « rentable » pour elle, est toutefois indispensable au tissu économique et à l'image touristique de la station balnéaire.

Le Président,



Bertrand SCHWERER

A N N E X E S

- 1 - Réglementation sur le temps de travail
- 2 - Les effectifs de la police municipale
- 3 - Les transferts de mission
- 4 - Résultats des objectifs du système de vidéosurveillance
- 5 - Réquisition des enregistrements
- 6 - Résultats des interpellations à partir des cassettes et CDR réquisitionnés
- 7 - Etat cumulé de la criminalité à Antibes-ville de 1999 à 2008

ANNEXE. REGLEMENTATION SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat.

*Article 1^{er} : « La durée du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine (...). Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1600 heures **maximum**, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.*

Article 3 : « I- (...). La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder, ni 48 heures au cours d'une même semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à 35 heures.

La durée quotidienne du travail ne peut excéder 10 heures.

Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 11 heures.

L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures. » (...)

II- b) Il ne peut être dérogé aux règles énoncées au I que lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, par décision du chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel au comité technique paritaire compétent. »

Loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale.

Cette loi prévoit qu'il est inséré après l'article 7 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, un article 7-1 ainsi rédigé : « Les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail des agents des collectivités territoriales mentionnées au premier alinéa de l'article 2¹⁸ sont fixées par la collectivité dans les limites applicables aux agents de l'Etat, en tenant compte de la spécificité des missions exercées par ces collectivités. Les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi peuvent être maintenus en application par décision expresse de l'organe délibérant de la collectivité après avis du comité technique paritaire, sauf s'ils comportent des dispositions contraires aux garanties minimales applicables en matière de durée et d'aménagement du temps de travail ».

Le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale prévoit :

Article 2 : « L'organe délibérant de la collectivité peut après avis du comité technique paritaire compétent, réduire la durée annuelle de travail servant de base au décompte du temps de travail défini au deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 25 août 2000 pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, et notamment en cas de travail de nuit, de travail le dimanche, de travail en horaires décalés, de travail en équipes, de modulation importante du cycle de travail ou de travaux pénibles ou dangereux. »

¹⁸ Article 2 du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour application de l'article 7-1 « L'organe délibérant de la collectivité peut après avis du comité technique paritaire compétent, réduire la durée annuelle de travail servant de base au décompte du temps de travail défini au deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 25 août 2000 susvisé pour tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, et notamment en cas de travail de nuit, de travail le dimanche, de travail en horaires décalés, de travail en équipes, de modulation importante du cycle de travail ou de travaux pénibles ou dangereux. »

Article 4 : « L'organe délibérant de la collectivité détermine après avis du comité technique paritaire compétent, les conditions de mise en place des cycles de travail prévus par l'article 4 du décret du 25 août 2000.¹⁹ »

Rappel de la réglementation relative aux heures supplémentaires

a) Le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 fixe le régime relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires :

Article 2 : « Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires à ces fonctionnaires est subordonné à la mise en œuvre par leur employeur de moyens de contrôle automatisé permettant de comptabiliser de façon exacte les heures supplémentaires qu'ils auront accomplies. S'agissant des personnels exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement, un décompte déclaratif contrôlable peut remplacer le dispositif de contrôle automatisé. »

Article 6 : « Le nombre des heures supplémentaires accomplies dans les conditions fixées par le présent décret ne peut dépasser un contingent mensuel de 25 heures. Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel au comité technique paritaire compétent. Des dérogations au contingent mensuel peuvent être accordées à titre exceptionnel dans les limites prévues au I de l'article 3 du décret du 25 août 2000, après consultation du comité technique paritaire, pour certaines fonctions dont la nature est précisée par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de la fonction publique et du ministre concerné. »

b) Le conseil municipal de la ville d'Antibes a accepté le 11 juillet 2003 les nouvelles dispositions relatives au régime indemnitaire des heures supplémentaires applicables dans la fonction publique territoriale, désormais régi par le décret 2002-60 du 14 janvier 2002.

La délibération rappelle la réglementation ci-dessus. Un tableau annexé à la délibération détermine la nature des fonctions dont l'exercice peut permettre à titre dérogatoire et permanent, un dépassement du contingent mensuel. S'agissant de la police municipale, le tableau mentionne uniquement l'emploi de gardien de police municipale pour des fonctions de prévention et sécurité. La délibération précise que « dans tous les cas, la durée totale de travail hebdomadaire, heures supplémentaires incluses, ne peut excéder 48 heures ni 44 heures en moyenne sur une durée de 12 semaines consécutives (décret 2000-815 du 25 août 2000). »

S'agissant des modalités de récupération des heures supplémentaires, **la commune a précisé que :** « Les modalités de récupération ont été fixées dans le cadre du protocole d'accord ARTT adopté, après concertation avec les partenaires sociaux, par la collectivité. Ce protocole signé le 21 décembre 2000 constitue le cadre de référence, dans lequel Il est notamment précisé à l'article 7.2 concernant les modalités de récupération des heures supplémentaires que :

¹⁹ « Le travail est organisé selon des périodes de référence dénommées cycles de travail. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel de manière que la durée du travail soit conforme sur l'année au décompte prévu à l'article 1^{er}. »

« Le calcul de la récupération des heures supplémentaires bénéficie du dispositif suivant :

- heures effectuées en semaine jusqu'à 14 h : 1 heure récupérée pour 1 heure effectuée,*
- heures effectuées en semaine au-delà de 14 h : 1 h15mn récupérée pour 1 heure effectuée,*
- heures effectuées de nuit : 2 heures récupérées pour 1 heure effectuée,*
- heures effectuées le dimanche et jour férié : jusqu'à 4 heures : 1 h 30 récupérées pour 1 h effectuées,*
- au-delà de 4 heures : 2 heures récupérées pour 1 heure effectuée. »*

En ce qui concerne, la question relative à l'armement (le 1/4 d'heure d'armement) il s'agit d'une mesure d'organisation interne exceptionnelle qui était justifiée par le fait que le chef de poste devait préparer, à l'avance, les armes de sa brigade pour les délivrer aux agents en tenue à la prise de service. Cette modalité d'organisation n'est plus en vigueur à la suite d'une réorganisation du service. »

c) Procédure mise en place pour assurer un contrôle du service fait.

« Le gradé responsable, Chef de poste du matin, de l'après midi ou de la soirée, pointe, sur le registre des heures supplémentaires et sur le registre de perception de l'armement, les agents lorsqu'ils arrivent au poste de police et lorsqu'ils le quittent. Le registre des heures supplémentaires est remis le lendemain au responsable de la gestion administrative des heures supplémentaires pour contrôle et enregistrement sur le logiciel en concertation avec le responsable administratif technique. Il n'existe pas de système de pointeuse. »

Les bulletins de salaire distinguent :

- nombre HS jusqu'à 14 H,
- nombre HS au-delà de 14 H,
- nombre HS nuit de 22 H à 7 H,
- nombre HS nuit au-delà de 14 H,
- nombre HS dimanches et jours fériés,
- nombre HS dimanches et jours fériés plus de 14 H.

ANNEXE Les effectifs de la police municipale par grade
(Renvoi du § 9.2.1)

Grade	2004	2005	2006	2007	2008
Directeur police municipale					1
Chef service PM cl. Except.				1	
Chef service PM cl. Sup.	1	1	1		
Chef service PM cl. normale	1				1
Chef service plages dts voirie	1	1			
Chef police municipale	4	6	7	6	5
Brigadier chef principal	16	18	19	23	24
Brigadier chef	26	30	34	30	26
Brigadier				1	3
Gardien de police principal	33	26	19	14	10
Gardien de police	5	5	8	14	11
Personnel en tenue	87	87	88	89	81
Ingénieur principal				1	1
Ingénieur			1		
Rédacteur territorial		1	1	1	1
Adjoint administratif 2 ^{ème} cl.					6
Adjoint administratif 1 ^{ère} cl.					1
Adjoint administratif		1	1	1	
Agt adm. qualifié territorial.			6	6	
Agt adm. territorial.	6	5			
Agent du patrimoine 2 ^{ème} cl.		1			
Personnel administratif	6	8	9	9	9
Totaux	93	95	97	98	90

ANNEXE Les transferts de mission

(Source commune)

Dans le cadre de la coopération instituée par convention entre la Police Nationale et la Police Municipale un certain nombre de missions effectuées par la Police Nationale sont aujourd'hui effectuées en tout ou partie par les agents de la Police Municipale.

Il s'agit notamment :

a) de la gestion des demandes d'assistance pour assurer **l'encadrement des manifestations culturelles, culturelles, sportives et artistiques** pour 2008 :

1. 8 fêtes culturelles soit 29 heures,
2. 13 concerts dans la Pinède soit 728 heures,
3. rallye d'Antibes soit 145 heures,
4. la course pédestre « Courir pour une fleur » soit 287 heures
5. le marathon des Alpes Maritimes (Nice – Cannes) soit 360 heures
6. 7 feux d'artifices 360 heures

b) des demandes d'assistance dans le cadre **d'opérations de contrôles routiers inscrits au Plan Départemental de Sécurité Routière (P.D.S.R.)**, d'initiative et contrôles de vitesse :

1. en 2007 : 1040 contrôles routiers
2. en 2008 : 577 contrôles routiers
3. en 2009 :
 - Contrôles à l'initiative du service : 85
 - Contrôles dans le cadre du PDSR : 5

A titre d'information, le service municipal participe mensuellement, en moyenne à 2 ou 3 contrôles P.D.S.R.. A cette occasion il met à disposition pour chaque contrôle environ 8 agents pour une durée minimale de 4 heures.

c) des demandes **d'assistance pour réguler le trafic automobile** dans le cas d'accidents de la route, de visites ministérielles et d'autres manifestations diverses ...

1. en 2008
 1. 177 accidents de la route,
 2. 5 visites ministérielles soit approximativement 316 heures,
2. en 2009 :
 1. 23 accidents de la route
 2. 1 visite ministérielle

d) des demandes d'assistance dans la **surveillance de certains bâtiments publics (Plan VIGIPIRATE)** :

- surveillance du tribunal,
- surveillance des collèges et lycées,

e) **depuis 2005**, de la gestion des enlèvements opérés par **la fourrière automobile** et la gestion des mains levées. Depuis mars 2008, à titre d'information, le service a procédé :

1. en 2007 à 1868 opérations. La procédure administrative dure environ 15 mn soit approximativement 470 heures annuelles.
2. en 2008 à 2001 opérations, soit approximativement 500 heures annuelles,
3. en 2009 à 331 opérations (au 25/03/2009), soit approximativement 82,75 heures pour ce trimestre,

f) **depuis 2005, de la fourrière animale**, à titre d'information le service a procédé :

1. en 2007 à 396 opérations, La procédure administrative dure environ 15 mn (hors délais d'immobilisation de la patrouille de deux agents dans l'attente de l'arrivée du délégataire qui est estimé en moyenne à 30 mn) soit approximativement 594 heures annuelles.
2. en 2008 à 410 opérations, soit approximativement 615 heures annuelles,
3. en 2009 à 52 opérations (au 25/03/2009), soit approximativement 78 heures,

Cette mission était assurée avant 2005 directement et conjointement par le service de la Police Nationale et le Service d'incendie et Secours.

g) **depuis mars 2008, des rétentions de cartes grises** à la suite d'immobilisation de véhicules, à titre d'information le service a procédé :

1. en 2008 à 191 opérations, soit approximativement 47,75 heures annuelles,
2. en 2009 à 73 opérations (au 25/03/2009),

h) des demandes d'assistance dans le cadre **d'opérations de contrôles des gares routières, ferroviaires et transports en commun**,

1. en 2008 : 13 opérations
2. en 2009 : 3 opérations

i) de demandes d'assistance dans le cadre d'opérations de contrôles :

- des personnes Sans Domicile Fixe,
- des Squats,
- des expulsions,
- de la lutte contre l'alcoolémie,
- de la lutte contre les violences urbaines,

j) des demandes **d'assistance dans la recherche de personnes** (disparues ou recherchées par les services de police),

k) de demande de participation au **plan sécurité vacances** visant à lutter contre les cambriolages effectués dans les habitations momentanément non-occupées en période estivale. Ainsi, tous les jours, durant les mois de juillet et août la police municipale effectue, après s'être informée auprès du Commissariat Central, des patrouilles de surveillance aux abords des habitations momentanément inoccupées.

l) des **réquisitions d'informations de vidéo surveillance**,

1. en 2007 à 62 enregistrements, La procédure administrative dure environ 15 mn soit approximativement 15,50 heures annuelles.
2. en 2008 à 68 enregistrements, La procédure administrative dure environ 15 mn soit approximativement 17 heures annuelles.
3. en 2009 à 10 enregistrements.

m) **depuis 2008, des réquisitions de l'unité canine** (lutte contre le trafic de stupéfiants et contrôle divers)

En 2008 à 15 opérations (Police Nationale et Gendarmerie)

RESULTAT DES OBJECTIFS DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE

Nombre d'interventions Année 2008		
1	Lutte contre l'insécurité de la voie publique (renfort patrouille)	395
2	Surveillance régulière du trafic routier (visionnage par caméras)	2092
3	Assurer la protection de certains édifices ou bâtiments publics et différents lieux susceptibles de recevoir de nombreuses manifestations (renfort patrouille sur site)	26
4	Prévention des inondations (renfort patrouille sur site)	36
5	Prévention de l'arrivée des gens du voyage (renfort patrouille)	28

Après un visionnage par caméras des diverses incivilités commises sur la vie publique, à la demande de la vidéo surveillance les patrouilles interviennent en fonction de la nature des actes.

REQUISITIONS DES ENREGISTREMENTS

Années	Nombre de réquisitions
1998/99	11
2000	21
2001	26
2002	25
2003	11
2004	21
2005	28
2006	54
2007	62
2008	68
TOTAL	327

NB : Le nombre de réquisitions ne correspond pas forcément à un nombre identique d'affaires judiciaires, puisque une seule affaire peut faire l'objet d'une ou plusieurs demandes de réquisitions. Par ailleurs, chaque demande d'images sur une caméra équivaut à une réquisition.

RESULTAT DES INTERPELLATIONS

A PARTIR DES CASSETTES ET CDR REQUISITIONNES

Années	Nombre de d'interpellations
Novembre 1998 à décembre 1999	10
2000	15
2001	9
2002	9
2003	8
2004	5
2005	8
2006	12
2007	34
2008	28
TOTAL	138

ETAT CUMULE DE LA CRIMINALITE
ANTIBES VILLE
DE 1999 A 2008

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Evolution 1999/2008
Vois à la portière	860	338	416	359	377	255	156	102	60	30	-96,51
Vois à main armée	22	19	13	4	13	11	9	8	11	4	-81,82
Vois à arme blanche	12	20	26	17	18	10	8	18	13	13	8,33
Vois avec violences	253	257	354	326	308	282	268	203	178	196	-22,53
Cambríolages	1225	969	1101	1113	1201	1209	1110	1176	965	779	-36,41
Vois de voitures	848	757	790	670	545	545	365	351	263	265	-68,75
Vois à la roulotte Vois à la tire	2762	2066	2085	2548	1996	1996	1488	1124	1098	1096	-60,32
Vois de deux roues	nc	nc	453	398	500	396	412	423	403	456	0,66
Dégradations	567	507	662	765	760	787	1001	775	816	696	22,75
Attentats mœurs	36	35	23	42	46	36	40	35	63	32	-11,11
Stupéfiants	141	136	108	74	145	262	302	340	345	351	148,94
TOTAL	6726	5104	6031	6316	5909	5789	5159	4555	4215	3918	-41,75

